


AVERTISSEMENT

**LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION DE
L'UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI N'ENTEND DONNER
AUCUNE APPROBATION OU IMPROBATION AUX OPINIONS
EMISES DANS CE MEMOIRE. CES OPINIONS DOIVENT ETRE
CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.**

DEDICACES I

Je dédie ce travail à :

 ma mère Clémentine DHAFIO

 mon père Augustin DOSSOU

Padoue G. DOSSOU

DEDICACES II

Je dédie ce travail à :

 mon père Barthélémy GBEDEHESSI

 ma mère Henriette AHLONSOU

Prosper S. GBEDEHESSI

REMERCIEMENTS

Le remerciement est le témoignage vivant d'une satisfaction profondément éprouvée. C'est l'aveu d'une gratitude infinie. Et cet aveu nous le faisons:

- Au Professeur **Charlemagne Babatundé IGUE**, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- Au Docteur **Augustin Foster CHABOSSOU**, Vice-Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- Au Professeur **Denis ACCLASSATO**, enseignant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion qui a accepté diriger ce travail. Votre savoir, votre rigueur scientifique, votre simplicité et votre dévouement font de vous un maître prestigieux et respecté.
- A Monsieur **Jean Luc HOUNGBEME**, pour sa disponibilité inattendue, qui tout au long des recherches s'est employé à nous inculquer la rigueur dans l'analyse, la clarté et la concision dans la présentation. Qu'il accepte ici l'expression de notre sincère gratitude.
- Aux honorables membres du jury, pour l'honneur que vous nous faites en acceptant d'apprécier ce travail. Nous restons persuader que vos critiques et suggestions ne feront que l'enrichir.
- Aux différents enseignants de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion et de tous ceux qui sont intervenus dans notre formation.

SIGLES ET ABREVIATIONS

- ADF : Augmented Dickey Fuller
- BM : Banque Mondiale
- BIPEN : Bilan et Perspectives à moyen et long terme de l'Economie Nationale
- CAS : Crédits d'Ajustement Structurels
- CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Occidentale
- CNPE : Conseil National de Politique Economique
- DGAE : Direction Générale des Affaires Economiques
- DW : Durbin Watson
- FASR : Facultés d'Ajustement Structurelles Renforcées
- FBCF : Formation Brute du Capital Fixe
- FCFA : Franc de la Communauté Francophone Africaine
- FMI : Fonds Monétaire International
- INSAE : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
- MCE : Méthode à Correction d'Erreur
- MCO : Moindres Carrés Ordinaires
- MEF : Ministère de l'Economie et des Finances
- NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement Economique en Afrique
- OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement
- PAS : Programme d'Ajustement Structurel
- PIB : Produit Intérieur Brut
- UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- VAN : Valeur Actuelle Nette

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Signes attendus des paramètres des variablesí í í í í í í í í í í í í í 25

Tableau 2 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité à niveauí í í í í í .í í í 31

Tableau 3 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité en différence premièreí í ..í 32

Tableau 4 : Résultat du test de stationnarité du résidu en niveauí í í í í í í í í í í 32

Tableau 5 : Résultats de l'estimation de la relation de long termeí í í í í í í ..í í í 33

Tableau 6 : Résultats de l'estimation du MCEí í í í í í í í í í í í í í í í í í .34

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du PIB réel au Bénin de 1984 à 2014. í í í í í í í í í í í .29

Graphique 2 : Evolution de l'investissement privé au Bénin de 1984 à 2014. í í í í í í 30

RESUME

L'investissement en général et l'investissement privé en particulier, constitue l'une des composantes essentielles d'une nation de par sa contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB). C'est dans cette optique que la présente étude s'est donné comme objectif de faire ressortir la contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin. Dans le cadre de ce travail, nous avons utilisé un modèle à correction d'erreur. Pour formuler ce modèle, nous sommes partis d'une fonction de type Cobb Douglas. L'estimation du modèle s'est faite par les MCO sous le logiciel Eviews. Au moyen d'un modèle à correction d'erreur, la recherche montre que toutes les variables du modèle influence positivement et de façons significatives le PIB réel. Enfin, il nous a paru nécessaire de faire quelques suggestions à savoir, développer les infrastructures de qualité nécessaire à l'accroissement de l'investissement privé, de promouvoir la transparence et l'efficacité de l'administration fiscale et principalement améliorer leur taux d'imposition.

Mots-clés : Investissement privé, la croissance économique et le modèle à correction d'erreur.

ABSTRAT

Investment in general and private investment in particular, constitutes one of the essential components of a nation due to its contribution to the formation of the gross domestic product (GDP). It is in this context that the present study is given the objective to highlight the contribution of private investment on economic growth in Benin. In this work, we used an error-correction model. In formulating this model, we went to a function of type Cobb Douglas. The estimation of the model is made by the MCO under software Eviews. Using an error correction model, research shows that all model variables influence positively and significant way real PIB. Finally, found us it necessary to make some suggestions to know, develop the quality infrastructure necessary to increase private investment, to promote the transparency and efficiency of the tax administration and mainly to improve their tax rate.

Keywords: Private investment, economic growth and the error-correction mode

INTRODUCTION

Les performances économiques des pays subsahariens depuis les années 80, ont été mauvaises et constituent un véritable problème pour la communauté internationale. Malgré les multiples réformes opérées grâce à l'appui du Fonds Monétaire International (FMI) à travers les Facultés d'Adjustement Structurelles Renforcées (FASR) et de la Banque Mondiale (BM) à travers des Crédits d'Adjustement Structurels (CAS), les pays d'Afrique subsaharienne sont loin d'avoir résolu les problèmes économiques et on parle dans la littérature économique de tragédie africaine ou de la marginalisation de l'Afrique.

Loin d'échapper à cette tragédie, le Bénin a traversé au cours des années 80 une crise économique et financière caractérisée par une baisse de la croissance, un déficit chronique des finances publiques, un faible taux d'investissement et une perte de la compétitivité. Cette situation a contraint l'Etat à mettre en œuvre dès 1989 un programme de restructuration économique. Un bref aperçu de l'application des différents Programmes d'Adjustements Structurels (PAS) recommandés au Bénin et mettant l'accent entre autre sur la privatisation des entreprises d'Etat, fait apparaître des résultats peu favorables. Ainsi le taux d'investissement du secteur privé représente en moyenne 12% du PIB, sur la période 1999 - 2007. Ce taux demeure faible au regard de la moyenne mondiale (INSAE, 2010).

Face à cette contre-performance du Bénin et des pays africains en général, il est admis dans le plan du Nouveau Partenariat pour le Développement Economique en Afrique (NEPAD), adopté en 2001, que la réduction de la pauvreté exige une augmentation soutenue du taux de croissance économique qui devrait atteindre un minimum de 7,2% par an (Afrique Relance, 2002). C'est dans cette même lancée que l'insuffisance des investissements privés a été identifiée comme l'un des obstacles clés au développement de l'Afrique et il fût alors conçu un programme prioritaire d'investissement afin de réduire le gap entre l'Afrique et les pays développés.

En dépit des résultats obtenus, la croissance économique se révèle insuffisante et il apparaît de toute évidence que l'économie du Bénin demeure fragile. Avec ce constat, la question essentielle qu'il convient de poser est celle-ci : La croissance économique est-elle possible en absence de l'initiative privée ? La fonction de production traditionnelle est l'outil d'analyse économique qui fournit la réponse à cette question. En effet, grâce à l'école néoclassique et la théorie keynésienne, on sait que l'investissement privé est un facteur important pour la croissance économique. En dehors des autres facteurs clés, la croissance économique reste possible à condition que l'investissement privé s'améliore de manière substantielle et compense la chute des autres facteurs. Est-il possible de retrouver cette

prédiction théorique dans le cas du Bénin ? C'est ce à quoi va s'atteler la présente étude. C'est pourquoi son intitulé « **Contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin** » représente un sujet de pertinence actuelle.

A cet effet, notre travail s'articulera autour de trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous présenterons le cadre institutionnel de notre recherche, c'est-à-dire la présentation de l'institution dans laquelle nous avons effectué notre stage. Le deuxième est relatif au cadre théorique et méthodologique de l'étude. Ce chapitre nous permettra de faire un point sur les travaux des auteurs ayant mené des réflexions dans le sens de ce sujet et présenter la méthodologie à suivre dans notre analyse. Le troisième chapitre sera consacré aux présentations et analyses des résultats.

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE STAGE.

Dans cette section, il sera question dans un premier temps de présenter la structure de stage et en suite le déroulement du stage.

SECTION 1 : PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE

Dans cette section, il sera question de faire d'abord l'historique de la DGAE, de parler de sa structure organisationnelle, de son environnement macro et micro. Ensuite on présentera le Comité National de Politique Economique (CNPE).

PARAGRAPHE 1 : HISTORIQUE OBJECTIFSET STRUCTUREORGANISATIONNELLE

Nous ne saurions faire part des activités et de la mission que s'est assigné le CNPE sans débiter par son historique et son objectif.

A. Historique et Objectifs

Conformément aux dispositions de l'article 56 du décret N°2005-110 du 11 mars 2005 portant Attributions, Organisation et Fonctionnement du ministère de l'économie et des finances (MEF), la Direction Générale de l'Economie (DGE) l'actuelle Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du MEF est chargée :

- ◆ de proposer des mesures de politiques économiques et financières de court, moyen et long terme au gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macroéconomiques et monétaires et de suivre leurs mises en œuvre ;
- ◆ d'élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- ◆ d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurances, sur la promotion du marché national d'assurance et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurance ;
- ◆ de proposer et de suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économique dans le cadre de l'intégration régionale ;
- ◆ de préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi, de restructuration ou de privatisation des entreprises

semi-publiques ou publiques, de même que les promotions des investissements privés ;

- ◆ de suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées.

B. Structure organisationnelle de la DGAE et présentation de la CNPE

1. Structure organisationnelle de la DGAE

La Direction Générale des Affaires Economiques comprend la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC), la Direction des Assurances (DA), la Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCE), la Direction de l'Intégration Régionale (DIR), la Direction de la Promotion Economique (DPE), outre ces directions, il est rattaché à la DGAE le Secrétariat Permanent du Comité National de la Politique Economique (CNPE), de la Cellule de Veille Economique et Financière (CVEF). La direction dispose également d'un Secrétariat Particulier (CP), d'un Service Administratif et Financier (SAF), d'un Service Information (SI), et d'un Service Chargé de Coordination des Réformes Economiques(SCRE).

2. Présentation du Comité National de Politique Economique (CNPE)

Selon l'arrêté portant organisation et fonctionnement de la Direction Générale de l'Economie, le Comité National de Politique Economique (CNPE) créé par Décret 96-189 du 30 juin 1996, gère le suivi des mécanismes de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. Depuis la Décision de la Conférence des chefs d'Etat et du Gouvernement de la CEDEAO de 1999 (A/DEC 7/12/99) relative à l'harmonisation des politiques macroéconomiques et la Direction A/DEC.17/12/01 relative au mécanisme de Surveillance Multilatérale, le CNPE de l'UEMOA prend la dénomination du Comité National de Politique Economique/Comité National de Coordination (CNPE)/(CNC). A cet effet, il sert d'antenne pour les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO. Il a pour vocation d'assister ces institutions dans la collecte, le traitement et l'analyse des informations à caractère économique du Bénin. L'objectif général du CNPE est d'élaborer des rapports trimestriels sur la situation économique du pays en vue de les présenter à la commission de l'UEMOA tous les trois mois. Il est composé des structures nationales chargées des questions à caractère macroéconomique tels que :

❖ Les structures membres statutaires

- La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- la Direction Générale des Impôts et Domaines ;
- la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- la Direction Générale du Budget ;
- la Direction Générale des Affaires Economiques ;
- la Direction Nationale du Plan et de la Perspective ;
- le Secrétariat Technique du Programme d'ajustement Structurel ;
- le Conseiller Technique aux Finances ;
- le Conseiller Technique à l'Economie.

❖ **Les Structures membres du groupe technique :**

- la Direction Générale de la Caisse Autonome d'Amortissement ;
- l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique ;
- la Direction Nationale de la BCEAO ;
- la Direction de la Prévision et de la Conjoncture

Le CNPE/CNC a son Secrétariat Permanent à la Direction générale de l'Economie du Ministère de l'Economie et des Finances et est présidé par le Directeur Générale de l'Economie au Bénin.

PARAGRAPHE 2: ACTIVITES EXECUTEES ET RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT

A. Activités Exécutées

Le Comité National de Politique Economique est chargé de :

- la gestion des bases des données statistiques consistant à collecter et à traiter des données nationales, à confectionner un tableau de bord macroéconomique et des indicateurs nationaux et à élaborer des rapports trimestriels sur l'évolution de la situation économique du pays,
- suivre la politique économique en recensant les décisions récentes et en évaluant leur impact sur les activités économiques du pays.

Le comité National de la Politique Economique transmet à la commission de l'Union

Economique et Monétaire Ouest Africaine et à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest les rapports et les données statistiques couvrant les domaines suivants : Finances publiques, Dette publique, Prix, Croissance, Monnaie et Crédit, Commerce extérieur et Balance des paiements, Revenus et Emplois.

➤ **Renseignement et actualisations de bases de données relatives aux agrégats macroéconomiques.**

Le CNPE gère principalement deux bases de données conçues et installées au niveau du Secrétariat Permanent. Il a l'obligation de collecter régulièrement les données et statistiques au niveau des sources primaires de renseignement et de renseigner les bases de données respectives, la Base de Données de la Surveillance Multilatérale (BDSM) en ce qui concerne l'UEMOA et l'ECOMAC pour ce qui est de la CEDEAO. L'actualisation de ces bases permet de générer les indicateurs macroéconomiques par lesquels sont faites les analyses sur la situation économique et financière et les états de convergence du Bénin.

➤ **Rapport trimestriel sur la situation économique et financière**

Les rapports trimestriels au titre de la Surveillance Multilatérale de la CEDEAO et de l'UEMOA sont régulièrement élaborés depuis la création du CNPE en 1996 et permettent aux Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO, en plus des rapports que les autres Etats leur transmettent, d'élaborer les rapports semestriels d'exécution de la Surveillance Multilatérale.

➤ **Elaboration des Programmes Pluriannuels de Convergence (PPC)**

Le CNPE élabore les Programmes Pluriannuels de Convergence requis dans le cadre de la mise en œuvre par le Bénin du Pacte de Convergence signé par les Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'UEMOA. Ce programme décrit sur trois ans les perspectives de l'économie béninoise et les projections de l'état de convergence sur la base des normes des critères de convergence retenus au niveau du Pacte de Convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité.

➤ **Suivi de la mise en œuvre du Programme Economique Régional (PER)**

Le Programme Economique Régional est un programme glissant qui vise à promouvoir une croissance forte et un développement durable grâce, notamment, à la réalisation de projets concrets et visibles par les populations de l'union. Le CNPE assure le secrétariat permanent du Comité National de suivi du PER.

B. Le financement du fonctionnement du CNPE/CN

Le financement du fonctionnement du CNPE/CNC est assuré par un appui de l'UEMOA d'une moyenne de quinze millions (15.000.000) de francs CFA par an et par un appui de la CEDEAO.

SECTION 2 : DEROULEMENT DU STAGE

Cette section est consacrée au déroulement du stage. Elle met surtout en relief les travaux effectués, les difficultés rencontrées au cours du stage au CNPE, et ensuite les suggestions y afférentes en vue d'améliorer les conditions du déroulement du stage.

PARAGRAPHE 1 : TRAVAUX EFFECTUES

Notre stage s'est effectué dans l'une des directions de la **DGAE**, précisément au niveau du Comité Nationale de **Politique Economique CNPE** sur une période de trois mois à compter du 12/01/2015 au 10/04/2015. Après les formalités d'usage faites, les différentes prises de contacts et autres présentations, il nous a été enseigné : la déontologie administrative la manipulation du logiciel EViews puis la méthodologie de recherche.

PARAGRAPHE 2 : DIFFICULTES RENCONTRES ET SUGGESTIONS

A. Les Contraintes liées au Fonctionnement du CNPE

Comme contrainte nous pouvons entre autre citer la faible impulsion politique au niveau de l'Etat du processus de surveillance multilatérale, la faible participation des membres statutaires aux travaux du CNPE, la diversité de composition du groupe technique ; le manque de programme de formation des membres du CNPE sur les domaines de leur compétence, la non reconnaissance du rôle du CNPE par plusieurs organismes nationaux, la faible diffusion des différentes productions du CNPE, la faible implication des membres statutaires du CNPE dans la surveillance mutuelle des Etats.

1. La faible impulsion politique au niveau de l'Etat du processus de surveillance multilatérale

Après dix (10) années d'activités du CNPE, le contrat est au ralentissement des activités d'une manière générale, à la faible participation des principaux acteurs aux travaux du CNPE et aux retards des différentes productions du CNPE. En acceptant la mise en place

de ces organes de suivi des activités d'intégration, les Etats membres voulaient des structures originales qui auraient l'avantage de regrouper toutes les structures de gestion de l'économie nationale pour le suivi de la conjoncture économique dans les pays mais aussi qui informera les autorités nationales de l'évolution de la conjoncture sous régionale et internationale. Le Ministre des Finances et de l'Economie assurant la présidence du CNPE devait assurer l'impulsion politique nécessaire à leur épanouissement. Aujourd'hui, il est évident que le Ministre s'intéresse peu à la vie du CNPE. Si non comment expliquer la faible participation des membres statutaires aux réunions du CNPE, comment expliquer le manque ou la faiblesse de financement national des activités du CNPE et enfin comment justifier les nombreux retards et le peu d'audience des activités du CNPE au plan national.

2. La faible participation des membres statutaires aux travaux du CNPE

La faible participation des membres statutaires aux réunions du CNPE est l'une des contraintes majeures à son bon fonctionnement. Les directeurs membres du CNPE se font représenter par un haut cadre de leur structure. Il s'agit soit du Directeur Adjoint ou d'un Chef de Division. Dans certains cas, ils envoient le représentant du service désigné déjà au sein du Groupe Technique. Les directeurs membres statutaires du CNPE, lors des rencontres, ont reconnu l'importance des travaux du CNPE et le rôle des membres statutaires dans le processus de validation des différents rapports. Ils expliquent leur absence dans les réunions du CNPE non pas par manque d'intérêt, mais par la forte pression que leur impose leur fonction. Il est vrai qu'en nommant les premiers responsables des services publics comme membres statutaires du CNPE on voulait préserver le caractère officiel des données fournies par le service, autant trouver une formule qui puisse les contraindre à participer effectivement aux travaux du CNPE.

3. La diversité de composition des groupes techniques

C'est cet organe qui est la principale force de travail du CNPE. De par son dynamisme, les défaillances des membres statutaires sont comblées. Pour assurer une bonne représentativité des services économiques et financiers en son sein, il convient d'avoir le même effectif tant au niveau des membres statutaires qu'au niveau du Groupe Technique. Cela

augmentera le nombre de participants aux débats et enrichira les rapports par leurs différentes contributions éventuelles. La liste des membres du groupe technique doit être fournie par un arrêté du Ministre de tutelle de la présidence du CNPE.

4. La formation des membres du CNPE

La disparité de niveau des membres du Groupe Technique du CNPE limite le niveau des débats au sein de la structure chargée de suivi et de l'analyse de la conjoncture économique. La contribution de certains se limite souvent aux corrections de forme. L'interrelation entre les différents indicateurs n'est pas perçue et analysée. Pour assurer une participation effective de tous les participants aux travaux, des cours de recyclage doivent être organisés au niveau national et régional sur les différents thèmes du périmètre restreint afin que tous maîtrisent les fondamentaux de chaque domaine.

5. La faible implication des membres statutaires du CNPE dans la surveillance mutuelle

Le CNPE a déploré sa faible implication dans le processus de surveillance en raison de la méconnaissance de la conjoncture économique des autres Etats, mais aussi et surtout du temps très limité dont il dispose pour l'examen des rapports des autres Etats. A cet effet, il conviendrait d'envisager des ateliers nationaux de travail sur les rapports des Etats avant l'envoi des délégations aux réunions statutaires. Chaque spécialiste examinera les dossiers de ses homologues et présentera ses conclusions lors d'un atelier d'une journée.

B. Les difficultés liées à la collecte des informations

- ❖ Manque de bureau pour les stagiaires. La DGAE étant soumise à une forte demande de stage académique et professionnelle, les divers services et cellules vers lesquelles sont orientés les stagiaires se voient dans l'obligation de mettre ensemble tous les stagiaires dans un même bureau. La conséquence directe est que nous ne disposons pas de plein temps pour le stage. Les tuteurs de stages débordés n'arrivent pas à prendre connaissance de tous les groupes de stagiaires, ils n'arrivent non plus à prendre connaissance de tous les thèmes de recherche.
- ❖ La production tardive des données par les structures de bases, ceci retarde quelque peu l'évolution de la rédaction du mémoire.

- ❖ Inaccessibilité et manque d'information à temps. Certaines informations détenues par les structures ne sont pas du tout accessibles pour raisons de confidentialités et d'indisponibilité.

Au vu de ces difficultés, les principales suggestions formulées sont les suivantes :

- ❖ Augmenter les matériels de bureau, en vue de permettre à chaque structure de faire face à son effectif de stagiaires, de pouvoir les différencier et les soumettre aux travaux spécifiques de la structure ;
- ❖ Mettre en place un système d'information à tous les niveaux hiérarchiques juste pour permettre aux stagiaires d'avoir des informations à temps sur la disponibilité et l'accessibilité des données ;
- ❖ Accroître la surveillance sur la participation effectives des membres statutaires aux réunions du CNPE à travers des comptes rendus réguliers ;
- ❖ Assurer une plus grande plaidoirie aux activités du CNPE par une grande et meilleur diffusion de ces productions et une meilleure sensibilisation du public.

CHAPITRE II: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Dans ce chapitre, il sera question de présenter dans un premier temps la problématique, les objectifs et hypothèses, dans un second temps la revue de littérature et en fin la méthodologie adoptée.

SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Cette section est subdivisée en deux paragraphes : la première porte sur la problématique Objectifs, Hypothèses, la seconde sur la revue de littérature.

PARAGRAPHE 1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE RECHERCHE

A. Problématique

Le Bénin, depuis son accession à l'indépendance en 1960 jusqu'à l'ère démocratique amorcée en 1990 s'est engagé sur la voie de la libéralisation de son économie¹. Cette option fait du secteur privé un des principaux piliers de la croissance économique. En effet, la conférence des forces vives de la nation de février 1990 a entraîné des mutations majeures dans la vie politique et socio-économique du Bénin. Depuis ces assises, la dynamique des activités économiques ne révèle plus des prérogatives de l'Etat mais du secteur privé². Ainsi l'Etat crée pour ce secteur les conditions favorables pour sa pleine contribution à la croissance économique. Cette perspective commande l'intensification du dialogue entre le secteur public et le secteur privé qui concourent tous à la promotion de l'économie nationale³. Les tendances macroéconomiques de 2006 à 2010 révèlent que les investissements représentent 20,8% du PIB dont 12,2% pour les investissements privés et 8,6% pour les investissements publics (INSAE 2010). Au Bénin, les investissements ont enregistré une accélération en passant de 481,1 milliards FCFA en 2006 à 651,6 milliards de FCFA en 2009. La décomposition de l'investissement montre que l'investissement public est le principal moteur de cette embellie en raison essentiellement de la politique des grands travaux initiés depuis 2006. Quant à l'investissement privé, il a enregistré une évolution erratique, mais est resté toutefois soutenu sur la période sous revue (INSAE, 2010). Le secteur privé est une source importante de croissance, il nourrit et stimule la croissance dès lors qu'un certain nombre de facteurs se conjuguent pour offrir un environnement propice à son expansion.

En effet l'investissement privé contribue à la croissance économique et au développement aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Si il est important de porter un regard particulier sur l'investissement, il est donc nécessaire de donner une place particulière au taux de croissance du PIB qui constitue un critère de base de

¹ Rapport sur l'Economie du Bénin 2006-2010

² Rapport sur l'Economie du Bénin 2006-2010

³ Le cahier de l'économiste, 2013

la performance d'une économie. Au cours de ces dernières années, à la suite d'une augmentation successive de 2005 à 2008 (2,9 ; 3,8 ; 4,6 ; et 5% respectivement en 2005, 2006, 2007 et 2008) du taux de croissance, on assiste à la chute de 2,3% en 2009 et de 2,4% en 2010 relativement à l'année 2008 (INSAE, 2010). Le même taux de croissance a connu en 2011 une légère hausse de 0,5% par rapport à l'année précédente (INSAE, 2011). Par rapport aux années antérieures, on remarque que le taux de croissance au Bénin est largement fluctuant. Ces performances sont dues à la hausse des investissements mais aussi à l'accroissement de la productivité totale des facteurs. D'autres contraintes lourdes continuent de peser sur l'économie et les défis à relever sont toujours de taille. Dans ce contexte, la politique économique du Bénin pour 2013 devrait permettre de poursuivre les efforts pour surmonter les contraintes existantes et relancées la croissance économique pour parvenir à la réduction de la pauvreté, dont les partenaires au développement ont montré qu'il faut un taux de croissance de deux chiffres⁴. Le Bénin l'a si bien compris en élaborant le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui met un accent particulier sur l'investissement privé. Théoriquement, la relation entre l'investissement et la croissance économique n'est plus à démontrer. Pour qu'un processus de croissance se poursuive dans le temps, il est indispensable que des investissements nets et des progrès des techniques de production repoussent les limites de la productivité du travail et permettent l'élévation du revenu réel par habitant. La mise à jour des facteurs qui déterminent le taux de croissance est important pour estimer les perspectives d'amélioration des niveaux de vie. Alors l'investissement est considéré comme un puissant créateur de revenu et d'emploi, et est l'un des principaux moteurs de croissance économique. Au Bénin, les investissements privés ont une influence plus marquée sur la croissance⁴. Par ailleurs, l'économie béninoise a amorcé depuis 2006, une phase d'accélération des activités dans l'optique de se donner les bases d'une économie émergente. Rendre la croissance plus forte et plus durable passe, entre autres par un développement et une diversification de l'activité économique du secteur privé. Pour ce faire, l'agenda 2025 pour un Bénin émergent vise à ériger les pôles de développement sur quatre (04) fondations dont un environnement des affaires de classe internationale. Le développement et la diversification des activités économiques du secteur privé est aussi une base de la stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté (BiPEN, 2008). Malgré ces

⁴Banque Mondiale, 2014

⁴ Samaké « L'impact des investissements public et privé sur la croissance au Bénin »

efforts, le Bénin enregistre des performances peu reluisantes en matière de croissance de la production et de l'investissement. En effet, on constate que le taux moyen de l'investissement au Bénin sur la période 2000-2005 est de 18,9% dont 7,4% pour le secteur public et 11,6% pour le secteur privé alors que celui des pays asiatiques, références en matière de croissance économique aujourd'hui tournait autour de 28%. Nul ne peut parler de croissance économique d'un pays sans passer par le développement de l'investissement privé. Conscient de cette réalité, le Bénin n'avait que le choix de relancer le secteur privé via l'investissement privé comme source de croissance⁵. Ce choix s'est matérialisé à travers une collaboration plus franche entre le secteur public-secteur privé, le Bénin a accordé beaucoup de facilités au secteur privé. Au nombre de ces facilités, on note entre autres la réduction du taux d'imposition des bénéfices industriels et commerciaux. Malgré les nombreuses réformes engagées pour l'accroissement de l'investissement par les acteurs au développement des pays Africains en général et ceux du Bénin en particulier, force est de constater que l'investissement privé peine à prendre un envol considérable. Alors il est important de faire une étude particulière sur la contribution de l'investissement privé au Bénin dans l'optique de booster l'économie nationale afin d'impacter positivement sur la croissance économique. La question fondamentale faisant l'objet de notre étude est la suivante : les investissements privés contribuent-ils réellement à la croissance économique au Bénin ? De cette question découle les questions spécifiques suivantes :

- L'investissement privé participe-t-il à la croissance économique au Bénin ?
- Quels sont les facteurs explicatifs de l'investissement privé au Bénin ?

Pour répondre à ces interrogations, nous allons définir un objectif général, des objectifs spécifiques puis formuler les hypothèses de recherche qui découlent de ces objectifs spécifiques.

⁵ Rapport sur l'Economie du Bénin 2006-2010

B. Objectifs et Hypothèses de recherche

1) Objectifs

L'objectif général de cette étude est de déterminer la contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin.

❖ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques qui nous permettent d'atteindre l'objectif général sont :

- Déterminer l'impact du crédit à l'économie sur la croissance du PIB au Bénin;
- Déterminer l'influence de l'investissement privé sur la croissance du PIB au Bénin.

2) Hypothèses

Sur la base des objectifs spécifiques ci-dessus mentionnés, deux hypothèses de recherche ont été formulées :

H₁ : Une augmentation du crédit à l'économie entraîne une augmentation de la croissance du PIB au Bénin;

H₂ : L'investissement privé a un impact positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin.

PARAGRAPHE 2 : LA REVUE DE LITTERATURE

Dans cette partie nous ferons le point de quelques connaissances et études sur la relation entre investissement privé et croissance économique. La revue de littérature est la partie de notre travail qui nous permet de faire le point des recherches ou travaux théoriques et empiriques effectués par d'autres auteurs en rapport avec le thème de notre étude. En effet, nous aborderons ici les apports des différents auteurs sur la problématique de la contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin. Elle est structurée en trois parties à savoir :

- Clarification des concepts investissement privé et croissance économique
- Relation entre investissement privé et croissance économique
- Approche théorique et quelques résultats empiriques que propose la littérature sur les déterminants de l'investissement privé.

A. Clarification conceptuelle

1. Investissement privé

L'investissement désigne l'acquisition de matériels par une entreprise. Lorsqu'elle investit, l'entreprise augmente son stock de capital. Comme l'investissement fait varier le stock de capital, il s'agit d'un flux. En comptabilité nationale, la variation du stock de capital est mesurée par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)⁵. La FBCF correspond à la valeur des biens durables acquis par des unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production.

L'investissement est considéré comme une clé de la croissance, car il rend plus efficace le travail humain. Un investissement n'est en général réalisé par une entreprise que si la valeur actualisée nette (VAN) du projet d'investissement est positive. Le calcul de cette VAN revient à comparer le coût initial de l'investissement à la somme actualisée des recettes. Si un investissement brut est supérieur à l'amortissement (évaluation annuelle de la perte de valeur d'actifs ou de biens de production), le stock de capital de l'entreprise progresse. La différence de ces deux grandeurs constitue l'investissement dit « net » de l'entreprise. Mais il ne suffit pas d'investir plus pour croître : à compter d'un niveau, l'efficacité de l'investissement se heurte à la loi des rendements décroissants. Sans progrès techniques, l'accumulation d'équipements ou de bâtiments ne mène pas très loin. Ce progrès dépend de l'investissement spécifique dans la formation ou la recherche. Au sens financier, l'investissement est un flux de dépense qui permet d'accroître, d'améliorer ou de renouveler le stock de capital productif installé. On distingue en général l'investissement de remplacement (destiné à maintenir les capacités de production en compensant l'usure des équipements), l'investissement d'extension (accroître le potentiel productif de l'entreprise) et l'investissement de productivité (rationalisation de la production, augmentation de la productivité). Le financement interne de l'investissement d'une entreprise provient de ses capacités d'autofinancement (profits conservés en réserve) ; son financement externe est constitué soit par l'émission de titres de différentes natures (action, obligation), soit par un recours à l'emprunt. En ce qui concerne les ménages enfin, un placement financier constitue un épargne, et non pas un investissement (contrairement à l'acceptation la plus répandue du terme « investissement »). Une prise de participation d'une entreprise dans une autre entreprise constituera en revanche un investissement dit « indirect »⁶. Il est selon la

⁵ Lexique d'économie 10^e édition page 458

⁶ Lexique d'Economie 11^e édition (campus LMD Dalloz)

géographie ou la nationalité de celui qui le réalise, domestique (national) ou étranger. Ce dernier type d'investissement s'est développé avec la libération financière, corollaire de la mondialisation de l'économie. L'Investissement Direct Etranger (IDE) est l'exploitation des capitaux dans un autre pays afin d'y acquérir ou créer une entreprise ou encore d'y prendre une participation. C'est d'ailleurs la différence moyenne avec l'investissement de portefeuille, qui vise uniquement le rendement financier sans égard au pouvoir décisionnel. Il s'agit en fait de la différence entre ce qu'un pays a injecté dans une économie et ce que d'autres économies ont injecté dans la sienne en % du PIB. Toutes les théories économiques considèrent l'investissement comme un facteur principal de croissance car il a, à la fois, un effet sur l'emploi et sur la capacité de production. Selon VILLIEU (2000), le contenu de la notion d'investissement oppose deux approches : l'approche macroéconomique et l'approche microéconomique. Au niveau macroéconomique, en termes d'investissement la comptabilité nationale substitue la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) qui est composée aussi bien des investissements matériels que des investissements immatériels (exception faite des dépenses de recherches et des dépenses de formation). Au niveau microéconomique, l'investissement est l'opération par laquelle une entreprise acquiert des biens de production, un flux qui vient renouveler ou accroître le stock de capital. La comptabilité privée identifie deux grands types d'investissements : les investissements matériels (terrains, constructions, machines, outillages, etc.), les investissements immatériels (dépenses de recherche, de développement, de formation, d'acquisition de logiciel, de publicité, de licence, de marque, etc.) et les investissements financiers (prise de participation, achat de titre). Selon la Banque Mondiale le « climat des investissements » pourrait se définir comme l'environnement de politique économique, institutionnel et comportemental, présent et anticipé, qui affecte la rentabilité et les risques associés aux investissements. D'après le Bilan et les Perspectives à court et à moyen terme de l'Economie Nationale BIPEN (2008) le terme « affaires » désigne les activités économiques menées par les divers agents économiques surtout les entreprises. A cet effet, il peut correspondre au concept d'entreprises. Le climat des affaires est l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui régissent l'action des entreprises.

2. Croissance économique

La croissance économique peut être définie comme l'évolution à moyen et long terme du produit total et surtout du produit par tête dans une économie donnée. C'est un concept étroit et exclusivement quantitatif, auquel on préfère parfois le concept beaucoup plus étendu

de développement qui prend en compte les aspects qualitatifs (humains, culturels, environnementaux, etc.) que l'approche quantitative néglige par nature. Selon la définition de Perroux, la croissance économique correspond à l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels⁷. (Hatier, 1990). La définition de Kuznets va au-delà et affirme qu'il y a Croissance lorsque la Croissance du PIB est supérieure à la Croissance de la population. A court terme, les économistes utilisent plutôt le terme d'expansion, qui s'oppose à récession et qui indique une phase de Croissance dans un cycle économique. La Croissance potentielle estime l'écart entre la Croissance mesurée et celle qui serait obtenue avec une pleine utilisation de tous les facteurs de production.

Selon Magnan, la croissance économique peut être définie comme « l'évolution à moyen et à long terme du produit total et surtout du produit par tête dans une économie donnée » et Diemer la considère comme « un accroissement durable de sa dimension, accompagné des changements de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie. Pour WorltKostow (1916), économiste et théoricien politique américain dans les étapes de la croissance économique, la phase de décollage économique se caractérise par le passage du taux d'investissement de 5% à 10%. La croissance économique est définie par Bernier (1998) comme étant une augmentation de la production sur une longue période. Les principaux modèles de la croissance endogènes sont inspirés des travaux de Solow (1956)⁸, dont les hypothèses clés portaient sur l'annulation à l'infini de la productivité marginale et l'utilisation d'une fonction de production à rendement d'échelle constant. Le premier modèle de croissance a été l'œuvre de Romer (1986) qui considère que la croissance endogène provient d'une externalité qui est la source des rendements d'échelle croissants. Cet effet externe reste très traditionnellement dérivé de l'investissement en capital physique ou d'un élargissement de la gamme d'intrants en biens capitaux.

Par la suite, Lucas (1988) innove en incorporant la connaissance en capital humain. La plupart des modèles de croissance endogène avec capital humain (Barro, 1990) Prichett (1996) et al ne font que dupliquer le schéma proposé par Lucas.

La croissance peut être considérée comme étant la variation relative d'une grandeur dans le temps et dans l'espace. D'un point de vue micro, il s'agit de la croissance des entreprises. On en distingue quatre types il s'agit : de la croissance interne; dans ce cas l'unité de production étend sa capacité de production en créant elle-même ou en acquérant des actifs

⁷ Dictionnaire économique et social, Hatier (1990)

⁸ Robert Solow « A contribution to the theory of economic growth » dans *Quarterly Journal of Economics* 1956

physiques (bâtiment, machine) ou immatérielle (recherche). Elle est donc extensive lorsque l'entreprise prend contrôle ou lorsqu'elle devient propriétaire d'une unité de production existant déjà. Dans ce cas, il y a fusion, absorption ou elle forme un cartel avec d'autres unités. Par suite la croissance extensive qui est une augmentation du capital s'effectuant par vague successive et dans un champ plus élargi, sans bouleversement majeur des conditions de production avec ou sans gain de productivité. Elle est donc intensive lorsqu'une augmentation du capital est suivie d'une transformation rapide du processus de production donnant lieu à d'un important gain de productivité par utilisation croissante de nouveau progrès technique.

Dans la sphère macroéconomique l'indicateur essentiel qui permet de cerner le phénomène de la croissance est la Production Intérieure Brute (PIB) du pays. Elle est mesurée par une augmentation soutenue de cette dernière sur le long terme. La croissance s'inscrit donc à court et à moyen terme ; on utilise l'expression : expansion économique. La croissance peut être qualifiée aussi comme étant un phénomène qualitatif. Par ailleurs notons que pour avoir une croissance dans le long terme cela suppose un changement des techniques de production par adaptation des nouveaux procédés ; de nouvelle machine ; de la stabilité financière, sociale, politique, de l'amélioration de l'environnement et du climat des affaires et de l'innovation. On peut donc énoncer d'une manière générale que les variables telles que : augmentation de la population active, la main d'œuvre qualifiée, une accumulation du capital favorisé par les investissements publics qui attirent ceux du privé, les progrès techniques, les progrès de la division du travail, l'innovation des entrepreneurs (agents économiques essentiels pour tout essor économique) favorisent la croissance économique. On peut avoir une croissance équilibrée ; celle qui correspond à une croissance régulière avec le respect de quelques grands équilibres économiques (prix, emploi, échange avec l'extérieur, finances publiques). Par opposition à celle déséquilibrée qui privilégie un certain nombre de secteurs stratégiques afin d'exercer des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie considérée. Puis la croissance effective qui est la croissance du produit apparu au cours d'une période donnée (production effective) ; la croissance potentielle ou tendancielle qui est celle que l'on obtiendrait si tous les facteurs étaient utilisés pleinement (production potentielle).

B. Relation entre Investissement et croissance économique

Il est important de considérer ensemble l'investissement et la croissance, car toutes les théories économiques analysent l'investissement comme le principal facteur de croissance. En revanche, elles s'opposent toutes sur la manière dont la croissance agit. Son action peut se faire sur deux plans : sur l'offre et sur la demande.

L'investissement agit tout d'abord sur l'offre de trois manières : il permet l'augmentation du capital et donc des capacités de production, il favorise l'innovation et il accroît la productivité. Ce sont les économistes de l'offre (Thomas Gilder ou Arthur Laffer) qui mettent l'accent sur l'effet d'offre de l'investissement (ils reprennent la loi des débouchés de Say selon laquelle l'offre crée sa propre demande). Concernant l'innovation, il s'agit d'une idée de Schumpeter : l'investissement en permettant d'introduire l'innovation engendre la croissance d'une économie. L'entrepreneur qui innove dispose d'un monopole qui lui permet d'établir des prix élevés et d'engranger des profits jusqu'à ce qu'il soit imité par ses concurrents. Une fois le monopole brisé, charge à lui de relancer ses profits par une nouvelle innovation, ce qui engendre un cercle vertueux de croissance. On remarque en effet que les taux de croissance les plus élevés sont ceux des pays où la R&D est forte. Enfin, dans les modèles théoriques de croissance (Solow ou Harod et Domar), l'investissement joue un rôle clef dans la productivité, grâce notamment à son effet sur le progrès technique. Et dans les nouveaux modèles théoriques de la croissance endogène (Romer, Lucas ou Barro), l'investissement public améliore la productivité du secteur privé lorsqu'il est dirigé vers le développement du capital humain et technologique.

L'investissement stimule aussi la demande. Le fait que l'investissement agisse surtout sur la demande pour être facteur de croissance, est une idée surtout keynésienne. Cette stimulation peut se faire de trois façons : grâce au multiplicateur keynésien, au moyen du principe de l'accélération ou par le biais de l'oscillateur de Samuelson. D'après le multiplicateur keynésien, une augmentation de l'investissement entraîne une variation amplifiée du revenu national. Un accroissement de l'investissement va engendrer des ondes successives de revenus et de dépenses. Cette dépense du revenu va se faire à différentes étapes selon la propension marginale à consommer. Par conséquent, une hausse de l'investissement va se traduire par une augmentation des revenus qui va suivre une progression géométrique. Il faut cependant que le taux d'intérêt soit inférieur à l'efficacité marginale du capital pour que les entrepreneurs soient incités à investir. Le principe d'accélération énoncé par John Maurice Clark affirme qu'une variation de la demande finale induit une variation plus que proportionnelle de l'investissement. C'est en effet la croissance de la demande qui engendre comme réponse un investissement. Il y a donc un décalage dans le temps qui entraîne des vagues d'investissement plus amples que la consommation. Enfin, l'oscillateur est un modèle économétrique qui utilise conjointement les effets multiplicateurs et accélérateurs de l'investissement. Il a été réalisé par Samuelson. Son principe est qu'une augmentation autonome de l'investissement, au moyen d'une augmentation du revenu suivant

le mécanisme du multiplicateur, va entraîner un besoin d'équipements des entreprises qui se traduit par un nouvel investissement sur le principe, cette fois, de l'accélération. Ce nouvel investissement génère ensuite un cercle qui fait naître un nouvel effet de multiplication, suivi d'un nouvel effet d'accélération.

En conclusion, l'investissement est une clef essentielle de la croissance : il joue à la fois sur l'offre et la demande qui sont les deux principaux déterminants de la croissance. Son impact est cependant conditionné à plusieurs variables. Tout d'abord, aux déterminants qui vont influencer la décision d'investissement : mimétisme, taux d'intérêt, taux de profit, débouchés, etc. Ensuite au décalage temporel : un laps de temps s'écoule de la décision d'investir à son impact réel sur la croissance. En outre, l'investissement ne bénéficie pas toujours à l'emploi puisqu'il faut distinguer l'investissement de capacité (augmentation de la capacité de production entraînant une création d'emploi) et l'investissement de productivité (pouvant conduire à une substitution du travail par le capital). De plus, il existe un chômage d'ajustement lié aux mutations économiques des secteurs d'activité en fonction des grappes d'innovation. Enfin, un investissement nécessite des capacités de financement, une épargne disponible et un endettement limité de l'Etat et des ménages.

C. Approche théorique et quelques résultats empiriques que propose la littérature sur les déterminants de l'investissement privé

Dans cette partie de notre étude, nous présenterons l'évolution des théories et modèles de la croissance économique et de l'impact de l'investissement privé sur l'économie du Bénin.

L'étude effectuée sur les déterminants de l'investissement privé au Bénin par GBIAN (2000) a apporté un éclairage sur la manière dont les différentes variables macroéconomiques influencent les décisions d'investissement. S'agissant des variables macroéconomiques, l'étude relève que l'investissement privé est positivement influencé par sa valeur retardée, de même que par le PIB, l'épargne privée et la hausse des prix. Il est négativement influencé par l'évolution du taux d'intérêt, l'investissement public et le volume des exportations. Ensuite, il pense que le fait le plus remarquable est que l'impact du crédit bancaire sur l'investissement privé n'est pas significatif, ce qui est la traduction du faible rôle que jouent ces banques dans le financement des investissements. En prenant un échantillon de 95 pays en voie de développement sur la période de 1970-1990, Khan et Kumar (1997) ont trouvés que les investissements privés et publics sur la croissance économique ont des effets significativement différents. L'investissement privé était de façon consistante plus productive que

l'investissement public. Au Bénin, une étude a été réalisée sur le renforcement des performances de l'économie intitulée « Analyse des Sources de la Croissance Economique ». Cette étude a permis de retenir que les investissements à court terme ont un impact négatif sur la croissance. De plus, le taux de croissance du PIB évolue de pair avec la croissance des investissements. Une étude portée sur 24 pays réalisée par Khan et Raunahant pour montrer la différence de productivité (1990) conclut que la productivité du capital du secteur public est négative bien que non significative alors que celle de l'investissement privé est significativement positive. Un grand nombre d'études sur ce thème a montré l'importance de l'investissement privé dans la croissance économique. C'est ainsi que Barro (1990) sur un échantillon de 76 pays a montré que l'investissement public et l'investissement privé ont des effets similaires sur la croissance économique. KHAN (1996) vérifie empiriquement dans la période allant de 1970 à 1990, l'importance relative des effets des investissements publics et privés dans la stimulation de la croissance économique (SOLLOW, 1956) de 95 pays en développement (dont 46 en Afrique, 24 en Amérique Latine, 14 en Asie, 11 en Europe de l'Est) pour lesquels l'accumulation du capital, le taux de progrès technique et le taux de croissance du travail sont les principaux déterminants du revenu réel par tête. A l'issue de son étude il conclut d'abord, qu'il y a une différence substantielle entre l'impact de l'investissement du secteur privé et celui du secteur public sur la croissance. Ensuite, il souligne que les parts relatives publiques et privées ont modifié non seulement le sentier de croissance de ces pays, mais aussi la vitesse de convergence des revenus réels par tête au cours de la période. Des taux d'investissement élevés ne conduisent pas nécessairement à une croissance soutenue. L'investissement privé est un facteur de croissance, tant pour l'école néoclassique que pour la théorie Keynésienne. De plus, il est susceptible d'engendrer, conformément aux résultats récents des modèles de croissance endogène (Guellec et Rallie, 1997) des effets d'externalités. En effet, l'investissement d'une entreprise permet à cette dernière d'accroître non seulement sa propre production, mais aussi celle des autres entreprises, du fait des externalités technologiques qu'il engendre. Des études empiriques aux économies africaines (Ojo et Oshikoya 1995, Ghura et Hadyimichaël 1996) ont aussi mis en évidence l'existence d'une relation positive entre l'investissement et la croissance du PIB par tête.

De plus, Knight, Loayza et Villanueva (1993) et Nelson et Singh (1994) ont aussi montré que le niveau de l'investissement d'infrastructure avait un effet significatif sur la croissance, notamment au cours des années 1980. En utilisant une étude en coupe portant sur un échantillon de 119 pays, Eastely et Rebel (1993) ont estimé que l'investissement public en

transport et en communication était lié positivement à la croissance. L'investissement public dans les entreprises n'avait aucun effet sur la croissance, alors que l'investissement public en agriculture avait un effet négatif. La contribution de l'investissement à l'accélération de la croissance a été mise en exergue par beaucoup de travaux empiriques. Mais ces travaux se sont beaucoup appuyés sur l'importance des investissements publics dans la formation de la richesse, bien que l'investissement privé ait un impact plus important sur la croissance économique que l'investissement public Khan et Reinhart (1990). Ce résultat a été confirmé par les travaux de Samaké (2008) relatifs aux impacts des investissements publics et privés sur la croissance au Bénin en montrant que les investissements privés ont une influence plus marquée sur la croissance économique que sur les investissements publics aussi bien à court qu'à long terme. L'amélioration du climat des affaires contribue à une augmentation des investissements privés (Poirson, 1998).

En effet, la théorie économique montre que l'investissement privé ne dépend pas uniquement du coût du capital (Humain et Physique) mais également de l'environnement caractérisé par le cadre macroéconomique, le niveau de liberté, de la gouvernance, de la qualité des institutions, du poids de la justice etc. Spécifiquement, le renforcement de la lutte contre la corruption et l'amélioration de l'exercice du droit de propriété augmentent positivement et significativement l'investissement privé. En outre, l'amélioration du taux de croissance du PIB par tête, de la masse monétaire par rapport au PIB et des termes de l'échange influence aussi positivement et significativement l'investissement privé.

SOKOME (2009) dans son étude intitulée « contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin », a conclu après l'analyse de ces résultats d'estimation, que la population active a une plus grande influence que l'investissement privé et le crédit à l'économie sur la croissance économique au Bénin. Ces résultats obtenus pourraient s'expliquer par plusieurs raisons: nombreux sont les travaux des auteurs qui ont montré que l'investissement privé, le crédit à l'économie et la population active sont les moteurs de la croissance économique d'un pays à long terme. S'agissant du Bénin, l'investissement privé est un fondamental qui vient compléter le maigre effort que le secteur public déploie. Le crédit à l'économie représente une source de financement très importante du secteur privé et public en dehors des capacités d'autofinancement dont disposent quelques agents économiques dans la réalisation de leurs investissements ou activités.

Selon les travaux de TOKANNOU, 2010 intitulé « impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin » l'investissement privé exerce un impact positif et significatif au seuil de 1% à long terme comme à court terme sur la croissance économique au

Bénin. Il ressort également que les investissements privés sont plus productifs que les Investissements publics. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait qu'au Bénin, l'État cherche à étendre le niveau des investissements privés qui entre autres ouvrirait la voie à une plus grande croissance économique. Le facteur travail que représente la population active influence positivement et significativement la croissance économique au Bénin au seuil de 1% à long terme contrairement au court terme où il n'est pas significatif. Certains estiment que la croissance démographique est un atout pour la croissance économique (E.BOSERUP), tandis que ROBERT MALTHUS estime que la croissance démographique peut être un frein pour toute croissance à long terme.

De même, SOLLÓW (1956) et les théoriciens de la croissance endogène ont reconnu dans la théorie de la croissance endogène le rôle important du facteur technologique sur le taux de croissance économique. Cependant, de nombreuses études menées sur les effets des investissements sur l'économie du pays d'accueil ont conduit parfois à des résultats contradictoires. Pendant que certaines études, confirment l'impact positif des flux des investissements privés sur l'économie du pays hôte, d'autres assez importantes, montrent les effets contraires de ces flux. Nous pouvons donc aisément remarquer le groupe des économistes Aitken, Al (1997); Bosworth, Collins (1999) et Brooks, Hill (2004) qui cessent de vanter les bienfaits des investissements privés face aux économistes De Mello (1997) et Blomstrom, Globerman, Kokko (2004) qui pensent plutôt que les effets négatifs des flux des investissements privés surpassent les effets positifs.

SECTION 2 : CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ÉTUDE

Dans cette partie, il sera question de préciser la méthode d'analyse, la procédure d'estimation du modèle, et les variables à utiliser ainsi que les sources de données.

PARAGRAPHE 1 : METHODES D'ANALYSE

A. Modèle conceptuel

Dans le but d'atteindre l'objectif général de notre étude ainsi que les objectifs spécifiques et hypothèses sous-jacentes l'analyse sera empiriquement menée. Les hypothèses formulées seront élucidées par un modèle économétrique aux fins d'analyse plus indiquée. Ainsi, le modèle mettra en évidence la relation entre l'investissement privé et la croissance économique.

Pour mesurer la contribution de l'investissement privé à la croissance économique, nous avons envisagé d'utiliser un modèle de croissance. La formulation de ce modèle part de

la fonction de production de type COBB-DOUGLAS utilisée par Nubukpo en 2003, inspirée des travaux de Barro (1990), Ojo et Oshikoya (1995) et de Tenou (1999) qui exprime la production en fonction du capital et du travail. Ce modèle a l'avantage de prendre en compte un certain nombre de variables permettant de mieux expliquer l'évolution de la croissance du PIB réel dans les pays africains. Il se présente comme suit :

$$Y = F(K, L) = AK^\alpha L^\beta$$

Soit $0 < \alpha < 1$; $0 < \beta < 1$; $\alpha + \beta = 1$; où Y est la production, K le stock de capital, L la main d'œuvre. A est un paramètre d'échelle et α , β sont les élasticités de la production aux différents facteurs de production, de plus les rendements d'échelles sont constants sous forme de logarithme linéaire. La fonction peut s'écrire :

$$\text{LogPIBr} = \text{LogA} + \alpha \text{LogK} + \beta \text{LogL} + \epsilon_t$$

❖ Spécification du modèle

Tout modèle économétrique est constitué de deux types de variables : une ou plusieurs variables expliquées et une ou des variables explicatives. En nous inspirant des travaux de TOKANNOU (2010), nous avons intégré les variables de l'investissement privé, l'investissement public, la quantité de monnaie allouée et le Service des Dettes Extérieures. L'équation du modèle peut s'écrire sous la forme ci- dessous.

$$\text{PIBr} = f(\text{IP}_t, \text{IG}_t, \text{CE}_t, \text{SDE}_t)$$

Avec $t = (1984, 1985, \dots, 2014)$ représente la date à laquelle les différentes variables sont observées. Posons $\text{LogA} = C$ l'équation devient :

$$\text{Log PIBr} = C + \alpha_1 \text{Log IP} + \alpha_2 \text{Log IG} + \alpha_3 \text{Log CE} + \alpha_4 \text{Log SDE} + \epsilon_t$$

PIB : qui est un outil d'analyse de l'activité économique en tant qu'un indicateur de la croissance économique. Il représente la variable expliquée dans ce modèle.

IP : c'est un flux de capitaux mobilisés par les acteurs privés pour accroître leur capacité de production.

IG : c'est un flux de capitaux mobilisés par le gouvernement pour mesurer le développement de son économie tout en respectant les objectifs macroéconomiques visés. Il est introduit dans ce modèle pour vérifier s'il y a un effet d'entraînement de l'investissement G sur l'IP au Bénin.

CE : c'est le crédit à l'économie. Il permettra d'étudier l'existence d'une contrainte de financement sur l'IP.

SDE : le Service de la Dette Extérieure. C'est le remboursement en termes de dette extérieure. Il est utilisé dans le modèle pour mesurer sa sensibilité sur la croissance économique.

C : Constante

α_1 : l'élasticité du PIB par rapport à l'investissement privé

α_2 : l'élasticité du PIB par rapport à l'investissement public

α_3 : l'élasticité du PIB par rapport au crédit à l'économie

α_4 : l'élasticité du PIB par rapport au solde de la dette extérieure

ϵ_t : le terme d'erreur

❖ Signes attendus des variables explicatives

D'après la théorie économique nous pouvons émettre les hypothèses suivantes sur les signes espérés des paramètres des variables :

Tableau 1: Signes attendus des paramètres des variables.

Paramètres	IP	IG	CE	SDE
Signes espérés	+	+	+	+

Source: Réalisé par les auteurs

B. Procédure d'estimation

L'estimation des différents coefficients du modèle sera faite par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) au moyen du logiciel EVIEWS version 7.0. Pour s'assurer de la qualité de notre modèle, des tests de diagnostic, de validation et de prévision seront effectués.

❖ Stationnarité des données utilisées et test de cointégration.

✓ Test de racine unitaire

Lorsqu'on utilise des données temporelles, il est primordial qu'elles conservent une distribution constante dans le temps. Ce concept de stationnarité doit être vérifié pour chacune des séries afin d'éviter des régressions factices pour lesquelles les résultats pourraient être « significatifs », alors qu'ils ne le sont pas.

En effet, Yule (1980) a montré dans son article « Why do we sometimes get nonsense correlations between time series ? », publié dans le royal of the statistical society, que la corrélation persiste dans les séries temporelles non stationnaires même si l'échantillon est très élevé. Cette situation génère un phénomène « fausse régression ou de régression absurde

». D'où la nécessité d'étudier la stationnarité des séries temporelles destinées à l'estimation d'un modèle économétrique.

Une série temporelle est dite stationnaire si sa moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépendent que de la distance ou l'écart entre ces deux périodes et non du moment auquel la covariance est calculée. Une telle série temporelle est qualifiée de faiblement stationnaire. Cette définition se traduit comme suit par une série Y_t :

Moyenne : $E(Y_t) = \mu$

Variance: $V(Y_t) = \sigma^2 = E((Y_t - \mu)^2)$

Covariance: $Cov(Y_t, Y_{t+K}) = E[(Y_t - \mu)(Y_{t+K} - \mu)]$

De façon pratique, la non stationnarité s'explique par deux phénomènes que sont la présence de tendance déterministe et/ou de tendance aléatoire dans la structure de la série temporelle étudiée. Plusieurs tests existent (l'analyse du corrélogramme de la série, le test de Dickey- Fuller simple, et Dickey-Fuller augmenté) pour détecter la non stationnarité des séries. Le test retenu pour cette étude est celui de Dickey-Fuller Augmenté.

✓ **Test Dickey-Fuller Augmenté**

Le Dickey-Fuller Augmenté est une version améliorée du test Dickey-Fuller simple, par l'introduction dans le modèle des tests des valeurs retardées de la série, destinées à corriger une éventuelle auto-corrélation du terme d'erreur

Si le résultat du test conclut à une non stationnarité de la série, alors il faudra différencier la série et effectuer de nouveau le test jusqu'à l'aboutissement à un résultat stationnaire. Dans ce cas, on dit que la série temporelle est intégrée d'un ordre égal au nombre de fois qu'elle a été différenciée avant d'être stationnaire.

✓ **Test de cointégration**

Un autre test à réaliser lorsqu'on travaille avec des séries temporelles est celui de la Co- intégration. Le but de ce test est de détecter si des variables possédant une racine unitaire ont tendance stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre dans le long terme entre les variables et la combinaison linéaire de deux variables provenant de série non stationnaires est, quant à elle, stationnaire. Dans une telle situation, la formulation en différence mène à une mauvaise spécification du modèle et des termes de corrections d'erreurs doivent être ajoutés.

Lorsque les séries ne sont pas stationnaires, il y a présomption de cointégration qu'on vérifie par le test de cointégration de Johansen. Si les séries sont cointégrées, un modèle de

correction d'erreur est spécifié. Ce dernier traduira la dynamique de court terme alors que le modèle initial sera celui d'un équilibre de long terme.

✓ **Test de cointégration de Engel et Granger**

Ce test se déroule en deux étapes à savoir :

Etape1 : Tester l'ordre d'intégration des variables

Une condition nécessaire de cointégration est que les séries doivent être intégrées de même ordre mais si les séries ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. Il convient donc de déterminer très soigneusement à travers les tests de Dickey-Fuller et Dickey-Fuller Augmenté le type de tendance déterministe ou stochastique (stationnarité) de chacune des variables, puis l'ordre d'intégration de chacune des chroniques étudiées. Si les séries statistiques étudiées ne sont pas intégrées de même ordre, la procédure est arrêtée. Il n'y a pas de risque de cointégration. De même, si la série des erreurs est stationnaire, il y a cointégration. Dans le cas contraire, il n'y a pas cointégration entre les séries.

Etape2 : Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire est vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables. Pour que la relation de cointégration soit acceptée, le résidu issu de la régression doit être stationnaire. La stationnarité du résidu est testée à l'aide des tests DF ou DFA. Si le résidu est stationnaire, il s'en suit alors l'estimation du modèle à correction d'erreur (MCE).

✓ **Test de Ramsey**

L'objet de ce test est de voir si le modèle souffre de l'omission d'une ou plusieurs variables pertinentes en introduisant une variable fictive. Ce test consiste à vérifier la significativité du modèle à travers l'effet de la variable fictive introduisant. Si elle n'est pas significative, alors la spécification du modèle est complète ; c'est-à-dire que le modèle a pris en compte toutes les variables pertinentes qui expliquent la variable dépendante. Mais, si la variable fictive est significative, alors des variables susceptibles d'influencer les variations de la variable dépendante seront introduites.

✓ **Test de validation du modèle**

La méthode d'estimation qui sera utilisée sera la méthode des moindres carrés ordinaires. La validation statistique de la qualité globale du modèle est appréciée par le coefficient de détermination du modèle et par le test de Fisher. L'analyse de la qualité globale

du modèle se effectue à travers le coefficient de détermination du modèle (R^2). Ce coefficient explique la part de l'évolution de la variable dépendante qui est expliqué par les variables exogènes. La validation de la qualité individuelle des variables sera appréciée par la probabilité associée à chaque variable.

✓ **Test de significativité des variables explicatives**

Les variables explicatives dans le cadre de l'étude peuvent être non significatives dans l'explication de la variable dépendante du modèle. Ainsi à partir du modèle de long terme estimé par les MCO, la significativité de chacune des variables explicatives est déterminée par la lecture des probabilités critiques qui seront inférieure à 5% ou les « t-Statistic en valeur absolue » qui seront supérieure à 1,96. Quant à la significativité globale du modèle, elle est déterminée à travers la prob(F-Statistic) qui doit être inférieure à 5%.

✓ **Le test de Breusch-Godfrey**

L'un des tests adéquats pour détecter une éventuelle corrélation des erreurs est le test de Breusch-Godfrey. Il y a absence d'auto corrélation si la probabilité associée au test de Fischer est supérieure à 5 % et inférieure sinon.

✓ **Le test d'homoscédasticité de White**

Il permet de voir si la variance du terme d'erreur est une constante ou non. Les erreurs sont homoscédastiques si la probabilité de la statistique de Fisher est supérieure à 5%.

✓ **Le test de normalité de Jarque-Bera**

Ce test permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique. Il y a normalité quand Jarque-Bera est inférieure à 5,99 ou quand sa probabilité est supérieure à 5%.

✓ **Le test de stabilité de Cusum et Cusum Carre**

Ils permettent de vérifier la stabilité du modèle estimé. Il y a stabilité quand le les courbes ne sortent pas du corridor.

PARAGRAPHE 2 : NATURE ET SOURCES DES DONNEES

A. Nature

Les données utilisées sont essentiellement les données secondaires dont la collecte a été focalisée sur la recherche et l'exploitation documentaire auprès de diverses institutions. Elles vont de 1984-2014 compte tenu de la disponibilité des données concernant toutes les variables de l'étude.

B. Sources

Ces données statistiques sont prélevées auprès des sources suivantes : Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE); la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la bibliothèque de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC).

CHAPITRE III : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Ce chapitre présente en section 1 l'analyse de l'évolution de l'investissement privé et en section 2 l'analyse des résultats issus de l'estimation du modèle économétrique et la vérification des hypothèses.

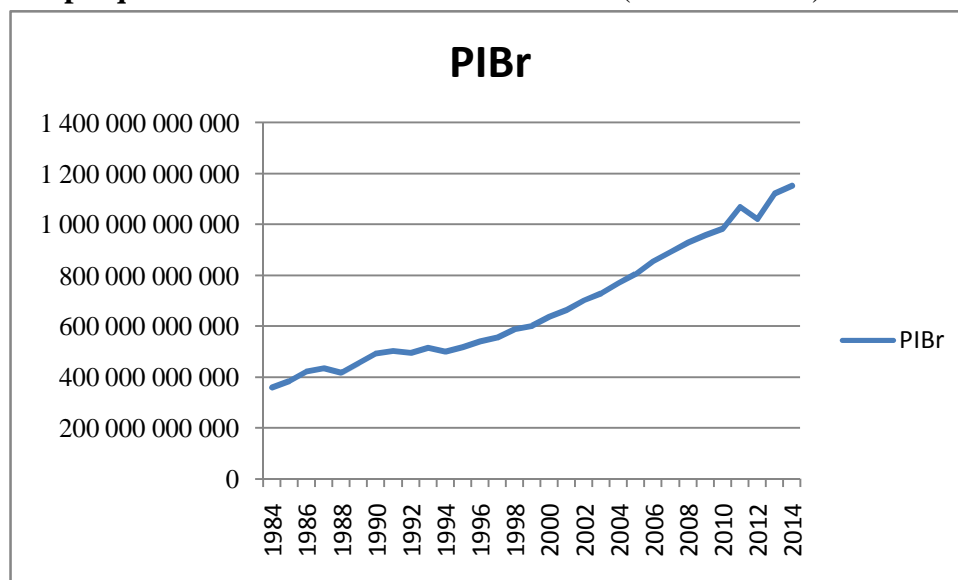
SECTION 1 : PRESENTATION DES RESULTATS

Cette section consiste à présenter les résultats et de procéder à leurs analyses.

PARAGRAPHE 1 : RESULTATS DE L'ANALYSE DESCRIPTIVE

Elle consiste de faire ressortir l'évolution de chaque variable en fonction du temps. Ainsi nous avons les graphes suivants.

Graphique 1 : Evolution du PIB réel au Bénin (en Franc CFA) de 1984 à 2014.



Source : Réalisé par les auteurs, 2015.

A. Résultat de l'analyse descriptive 1

Ce graphique retrace la situation économique du Bénin en matière de richesse depuis 1984 jusqu'en 2014. Il nous permet de dire sur la période 1984 à 1993 que le Produit Intérieur Brut a légèrement augmenté. Il passe de 358,04 milliards à 517,58 milliards de

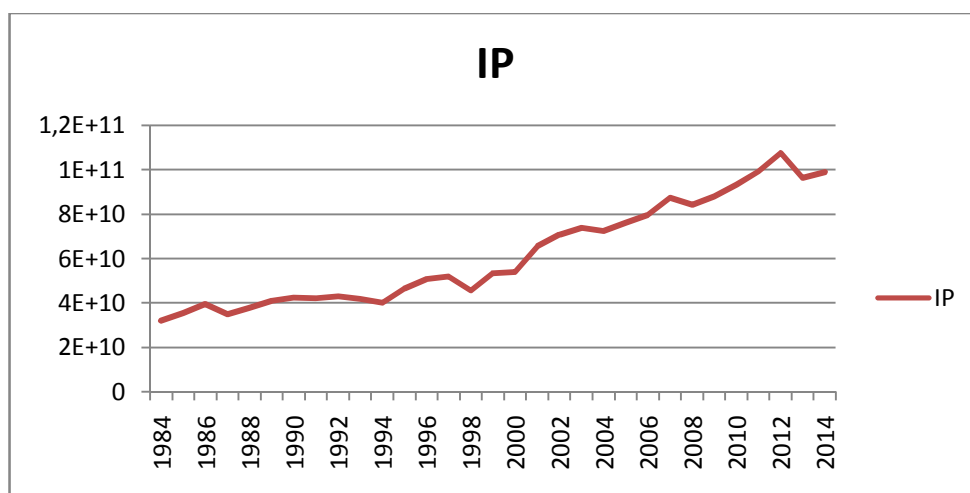
FCFA, soit une augmentation moyenne annuelle de 3,766%. L'analyse de ce graphique nous montre que le PIB a relativement baissé entre 1988 et 1992. Ceci relève des taux de croissance réel annuel négatif à ces niveaux. Il est de -3,96% en 1988 et de -1,69% en 1992.

A partir de 1995, la valeur du PIB monte jusqu'en 1997 pour entamer une phase de hausse rapide en 1998. En effet, au cours de la période allant de 1994 à 2000, cet agrégat passe de 517,58 milliards à 555,40 milliards de FCFA en 1997 puis à 635,95 milliards en 2000, soit une hausse moyenne annuelle de 3,395%. Pendant cette période, aucune valeur négative n'est observée pour le taux de croissance réel annuel⁹.

Cette amélioration soutenue témoigne des effets positifs des PAS à travers des réformes budgétaires adoptées à partir de 1993.

Enfin, sur la dernière sous période allant de 2001 à 2014, le PIB réel montre également une évolution à la hausse avec un rythme presque linéaire. Ces valeurs passent, en effet, de 663,45 milliards en 2001 à 1152,68 milliards de FCFA en 2014, soit une hausse moyenne annuelle de 4,34%. Ceci s'explique par la mise en œuvre de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), adoptée en 1996 qui vise l'allègement du pouvoir de la dette extérieure des pays pauvres, de la mise en application des résolutions du DSRP (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté) et de la SCRP (Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté) au cours de la même période.

Graphique 2 : Evolution de l'investissement privé au Bénin de 1984 à 2014.



Source : Réalisé par les auteurs, 2015.

⁹Le cahier de l'économiste, 2014

B. Résultat de l'analyse descriptive 2

Le graphique ci-dessus montre l'évolution de l'investissement privé au Bénin de 1984 à 2014. Elle a connu trois phases d'évolution.

La première s'étend de 1984 à 1993 où on note une croissance plus ou moins régulière de l'investissement privé avec une décroissance légère entre 1986 et 1987.

La deuxième phase va de 1995 à 2003 et se caractérise par une augmentation de l'investissement privé, passant de 46,61 milliards à 74,07 milliards de F CFA, soit une augmentation de 27,46 milliards. Les PAS sont l'évènement principal qui justifie l'amélioration constatée surtout en 1993

De 2004 à 2014, l'investissement privé évolue en dents de scie. Cela est le fait des chocs exogènes comme la montée du prix du pétrole, la crise financière et les difficultés à la contraction du marché des investissements. Toutes choses étant égales par ailleurs.

PARAGRAPHE 2 : RESULTATS DE L'ANALYSE ECONOMETRIQUE

Dans cette partie nous procédons aux différents tests diagnostic sur les variables de l'équation pour la vérification des hypothèses.

A. Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries

Afin de déterminer la stationnarité des variables, le test de Dickey-Fuller Augmenté a été appliqué aux différentes variables du modèle afin de déterminer l'ordre d'intégration de celles-ci. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau ci-dessous et les détails relatifs à ce test figurent dans l'annexe.

Tableau 2 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité à niveau

VARIABLES	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
LPIBr	0.903307	-1.952910	Non stationnaire
LIP	-2.898864	-3.568379	Non stationnaire
LIG	-2.176812	-3.568379	Non stationnaire
LCE	-2.064801	-3.568379	Non stationnaire
LSDE	1.190472	-1.952473	Non stationnaire

Source : Nos estimations sur EViews 7.0

Les résultats des tests de stationnarité permettent de conclure que les variables LPIBr, LIP, LIG, LCE et LSDE sont tous non stationnaires à niveau car la valeur calculée de la t-statistic de Dickey-Fuller Augmenté en valeur absolue associée à chaque variable est inférieure

à celle tabulée en valeur absolue au seuil de 5%. On en déduit que les variables ne sont pas intégrées d'ordre 0. Les variables sont donc probablement intégrées d'ordre 1. L'examen de l'ordre d'intégration des variables se poursuit en différence première et les résultats sont fournis par le tableau 3 suivant :

Tableau 3 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité en différence première

Variables	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
LPIBr	-4.444430	-1.953858	Stationnaire
LIP	-6.504347	-2.967767	Stationnaire
LIG	-5.380923	-2.967767	Stationnaire
LCE	-4.521389	-2.967767	Stationnaire
LSDE	-4.708096	-1.952910	Stationnaire

Source : Nos estimations sur *EViews 7.0*

Les résultats des tests de racine unitaire en différence première montrent que toutes les variables sont stationnaires en différence première (ADF Valeur critique de Mackinnon au seuil de 5%) ; ce qui autorise en effet l'étude de la cointégration à partir de ces variables.

Ainsi, on peut procéder à la construction du modèle à correction d'erreur (MCE) encore appelé « modèles à correction d'équilibre » déduit de la relation de long terme (1) au cas où le test de cointégration serait satisfaisant.

L'estimation des MCE donne les élasticités aussi bien de court terme que de long terme des variables du modèle, permettant de juger directement du degré de liaison causale entre les variables explicatives et la variable indépendante.

B. Présentation des résultats du test de cointégration des variables

Le test de cointégration est effectué à partir du résidu de l'équation de long terme. L'équation de long terme est estimée par les MCO (voir annexe) et sur le résidu est appliqué le test de racine unitaire. L'hypothèse de cointégration des variables est acceptée si le résidu est stationnaire en niveau. Le tableau 4 suivant rend compte des résultats du test de racine unitaire appliqué sur le résidu.

Tableau 4 : Résultat du test de stationnarité du résidu en niveau

Variables	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
Résidu	-2.936917	-1.952910	Stationnaire

Source : Nos estimations sur EViews 7.0

Le résidu étant stationnaire en niveau, il convient d'estimer la relation entre les variables à travers un Modèle à Correction d'Erreur (MCE) par la méthode d'Engle et Granger.

C. Estimation du modèle de long terme et du modèle à correction d'erreur et résultats des tests réalisés

1. Estimation du modèle à long terme

Tableau 5 : Résultats de l'estimation de la relation de long terme.

Variables	Coefficient	Probabilité	Significativité des variables
LIP	0.451166	0.0006	Significatif
LIG	0.251604	0.0001	Significatif
LCE	0.018339	0.0409	Significatif
LSDE	0.038115	0.0399	Significatif
C	9.152635	0.7501	Non Significatif

Source : Nos estimations sur EViews

$R^2=0,98$ $R^2_{ajusté} = 0,98$ $DW=1,47$ $Prob(F\text{-statistic})=0,000000$ $N=31$ observations

➤ **Tests de validation du modèle de long terme**

✓ **Qualité de la régression**

L'analyse du tableau 5 montre que le coefficient de détermination $R^2 = 0,982848$ indique que la qualité de la régression du modèle de long terme est bonne. C'est-à-dire que les variations du Produit Intérieur Brut (PIB) béninois sont expliquées à 98,28% par les variables explicatives du modèle.

✓ **Test de normalité : Test de Jarque-Bera (1984)**

Le test de normalité de Jarque-Bera permet de savoir si les erreurs du modèle suivent une loi normale ou non. La valeur de la probabilité ($prob=0,653121$ annexe) attachée à la statistique de cette étude est supérieure à 5%. Alors les erreurs du modèle suivent une loi normale.

✓ **Test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey**

L'application du test de Breusch-Godfrey à l'ordre 2 nous donne une probabilité égale à $0,2477 > 5\%$, on conclut donc qu'il y a non autocorrélation des erreurs.

✓ **Etude de la significativité globale du modèle**

Le modèle est globalement significatif car la probabilité de la statistique de Fischer est égale à 0,000000, inférieure à 5%.

✓ **Test d'hétéroscédasticité de White**

Le test d'hétéroscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Ce test permet de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur est une constance ou non.

Le résultat du test montre que la probabilité de la statistique de Fischer (0,1315) est supérieure à 5%. Les erreurs sont donc homoscédastiques.

✓ **Test d'omission des variables de Ramsey**

Le test d'omission de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission de variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fischer (0,2060) est supérieure à 5%. Le modèle de long terme ne souffre donc pas d'omission de variables importantes.

✓ **Test de Stabilité des variables**

La stabilité du modèle de long terme est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes de stabilité de CUSUM et CUSUM carré ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure respectivement que le modèle est structurellement et ponctuellement stable pour ces tests.

2. Estimation du modèle de court terme

Les résultats de l'estimation du Modèle à Correction d'Erreur (MCE) sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Résultats de l'estimation du MCE

Variables	Coefficient	Probabilité	Significativité des variables
LIP	0.095575	0.0170	Significatif
LIG	0.060196	0.0247	Significatif
LCE	0.056809	0.0403	Significatif
LSDE	0.022069	0.0204	Significatif
RESID01(-1)	-0.689891	0.0000	Significatif
C	0.027012	0.0001	Significatif

Source : Nos estimations sur EViews 7.0

$R^2=0,94$ R^2 ajusté = 0,94 DW=1,46 Prob(F-statistic)=0,000000 N=31 observations

➤ **Tests de validation du modèle de long terme**

L'analyse de ce tableau révèle que le coefficient de la force de rappel résidu (-1) à l'équilibre est négatif (-0,689891) et significatif à 5% et est compris entre -1 et 0. Donc le modèle de court terme est validé.

✓ **Qualité de la régression**

Le coefficient de régression $R^2=0,947603$ montre que la qualité de la régression est bonne. Ce qui traduit que le PIB réel est expliqué à 94,76% par les variables explicatives du modèle. De plus, la probabilité de la statistique de Fischer est (0,000000) inférieure à 5%. Donc le modèle de court terme est globalement significatif.

✓ **Test de normalité : Test de Jarque-Bera (1984)**

Le test de normalité de Jarque-Bera permet de savoir si les erreurs du modèle suivent une loi normale ou non. La valeur de la probabilité (prob=0,255960 annexe 1) attachée à la statistique de cette étude est supérieure à 5%. Alors les erreurs du modèle suivent une loi normale.

✓ **Test d'autocorrelation de Breusch-Godfrey**

L'application du test de Breusch-Godfrey à l'ordre 2 nous donne une probabilité égale à $0,2383 > 5\%$, on conclut donc qu'il y a non autocorrélation des erreurs.

✓ **Test d'hétéroscédasticité de White**

Le test d'hétéroscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Ce test permet de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur est une constance ou non.

Le résultat du test montre que la probabilité de la statistique de Fischer (0,9354) est supérieure à 5%. Les erreurs sont donc homoscedastiques.

✓ **Test d'omission des variables de Ramsey**

Le test d'omission de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission de variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fischer (0,3958) est supérieure à 5%. Le modèle de court terme ne souffre donc pas d'omission de variables importantes.

✓ **Test de Stabilité des variables**

La stabilité du modèle de long terme est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes de stabilité de CUSUM et CUSUM carré ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure respectivement que le modèle est structurellement et ponctuellement stable pour ces tests.

SECTION 2 : ANALYSE ECONOMIQUE DES RESULTATS ET VERIFICATION DES HYPOTHESES

Dans cette section il sera question d'analyser et d'interpréter les résultats issus des estimations et de procéder à la vérification des hypothèses.

PARAGRAPHE 1 : ANALYSE ECONOMIQUE DES RESULTATS

A. Analyse et interprétation des résultats

Les résultats observés au niveau des tests de validation du modèle permettent de faire des analyses.

A court terme et à long terme l'investissement privé explique positivement et significativement le PIB réel au Bénin. Cette relation confirme l'effet positif prédit de l'investissement privé sur le Produit Intérieur Brut réel. Une augmentation de 1% de l'investissement privé entraîne une augmentation de 0,097555% du PIBr à court terme et à long terme on observe une augmentation de 0,451166% du PIBr. En effet, l'investissement privé est un facteur de croissance, tant pour l'école néoclassique que pour la théorie keynésienne. De plus, il est susceptible d'engendrer, conformément aux résultats récents des modèles de croissance endogène (Guellec et Ralle, 1997), des effets d'externalités. L'investissement d'une entreprise permet à cette dernière d'accroître non seulement sa propre production, mais aussi celle des autres entreprises, du fait des externalités technologiques qu'il engendre. Des études empiriques relatives aux économies africaines (Odjo et Oshikoya, 1995 ; Ghura et Hadjimichael, 1996), ont ainsi mis en évidence l'existence d'une relation positive entre l'investissement et la croissance du Produit Intérieur Brut par tête.

A long et à court terme, l'investissement public, le crédit à l'économie et le service des dettes extérieure ont eu leur signe attendus; leurs élasticités sont respectivement (0,2516 ; 0,0183 et 0,0381) à long terme et respectivement (0,0601 ; 0,0568 et 0,0220) à court terme. Ce qui veut dire qu'une augmentation de 1% de l'investissement public, du crédit à l'économie et du service des dettes extérieure entraînent respectivement une augmentation de 0,2516% ; 0,0183% et 0,0381% du PIB réel à long terme et respectivement une augmentation de 0,0601% ; 0,0568% et 0,0220% du PIB réel à court terme. Il faut aussi noter que toutes les variables sont significatives à court et à long terme.

B. Interprétation du coefficient à correction d'erreur

On constate que le coefficient associé à la force de rappel est significativement négatif (-0,689891) au seuil de 5% (la probabilité associée est inférieure à 0,05). Il existe donc bien un mécanisme à correction d'erreur ; à long terme, les déséquilibres entre le niveau général de l'investissement privé, de l'investissement public, du crédit à l'économie, du service de la dette extérieure et celui du produit intérieur brut réel se compensent de telle sorte que les cinq séries ont des évolutions similaires.

On arrive à ajuster 68,98% du déséquilibre entre le niveau désiré et le niveau effectif du niveau général du produit intérieur brut réel. Ainsi, les chocs sur le niveau général de l'investissement privé au Bénin se dérouteront après $1/0,689891$ années soit 1 an 5 mois. En d'autres termes, il s'agit du délai d'ajustement, c'est-à-dire le temps nécessaire pour garantir un retour à l'équilibre.

PARAGRAPHE 2 : VALIDATION DES HYPOTHESES

Au terme des résultats de nos estimations, il est impératif de vérifier les hypothèses que nous avons formulées au début de cette étude.

Hypothèse 1

Dans le but de déterminer l'impact du crédit à l'économie sur la croissance du PIB au Bénin, nous avons utilisé l'analyse économétrique où l'élasticité du crédit à l'économie est corrélée positivement avec la croissance du PIB au Bénin ce qui montre qu'une augmentation du crédit à l'économie entraîne une augmentation de la croissance du PIB au Bénin où l'hypothèse 1 est vérifiée.

Hypothèse 2

Selon la deuxième hypothèse, L'investissement privé a un impact positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin. Les résultats des estimations révèlent aussi bien à court terme qu'à long terme l'augmentation de l'investissement privé induit une augmentation de la croissance économique. La significativité de l'IP et son influence positive sur la croissance économique à long terme nous amène à conclure que l'investissement privé a un impact positif et significatif sur la croissance du PIB au Bénin. D'où l'hypothèse 2 est aussi vérifiée.

RECOMMANDATIONS

L'analyse de nos résultats nous permet de conclure que l'investissement privé a un impact significatif sur la croissance économique. L'étude nous permet de formuler les politiques qui, par leur adoption pourront renforcer la qualité de la richesse nationale.

Au nombre de ces recommandations nous pouvons citer :

- La reconstruction d'une administration moderne et efficace au service de l'intérêt général et du développement du secteur privé.
- Développer les infrastructures de qualité nécessaire à l'accroissement de l'investissement privé.
- Promouvoir l'investissement surtout l'investissement privé en instaurant un climat attractif aux investisseurs nationaux qu'internationaux.
- Promouvoir la transparence et l'efficacité de l'administration fiscale et principalement améliorer leur taux d'imposition.
- Assainir le cadre macroéconomique.
- Reformuler le système financier pour un meilleur financement de l'investissement privé.
- Respecter les principes de bonne gouvernance et dialogue réel entre l'Etat et les acteurs privés.
- Planifier les besoins en matière de l'investissement et identifier les projets rentables auxquels le secteur privé pourrait être associé.
- Expérimenter davantage les Partenariats Publics Privés (PPP). En effet, un recours aux capitaux privés réduit le besoin d'endettement public.

CONCLUSION

La présente étude s'est intéressée à l'analyse de la contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin. Elle s'est essentiellement appliquée à vérifier si l'investissement privé peut être considéré comme source de croissance du Produit Intérieur Brut en valeur réelle. Pour y parvenir, nous avons procédé à l'estimation économétrique d'un modèle économétrique dont le modèle de base qui a retenu notre attention est celui de Cobb Douglas dont la spécification a été de linéariser le modèle en considérant l'investissement Privé (IP), l'investissement public (IG), le crédit à l'économie (CE) et le Service de la Dette Extérieure (SDE) comme les variables explicatives et le PIB réel comme la production en utilisant les séries temporelles entre 1984 et 2014.

En premier lieu, nous avons procédé au test de diagnostic. L'ordre des variables a d'abord été déterminé, à l'aide des tests de Dickey-Fuller Augmenté (ADF); les résultats de ce test ont montré que toutes les variables sont stationnaires en différence première. Aussi est-il effectué l'étude de la présence de cointégration avec le test de stationnarité des résidus qui a permis d'écrire un modèle de long terme et un modèle de court terme.

Nous avons procédé en deuxième lieu au test de validation du modèle. Il s'agit des tests de significativité globale de Fischer, de la qualité de la régression, de Ramsey, d'autocorrelation de Breusch-Godfrey, d'hétéroscédasticité de White, de CUSUM et de CUSUM carré et de normalité de Jarque-Bera

Les résultats de ces tests ont montré que le modèle est globalement significatif, la qualité de la régression est relativement bonne, que le modèle ne souffre d'omission de variables importantes, d'autocorrelation de Breusch-Godfrey, que les erreurs sont homoscédastiques, que le modèle témoigne d'une stabilité et que les erreurs suivent une loi normale. Il ressort de notre estimation que toutes les variables sont significatives dans le modèle de court et de long terme.

Au regard de ces résultats, les autorités politiques de notre pays se doivent d'appliquer des politiques plus efficaces afin de mettre l'accent sur les investissements notamment l'investissement privé qui contribue largement à augmenter la richesse nationale, de façon à garantir un espace économique meilleur.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **AWEKPON H. et MAMADOU A. N. (2012)** « Analyse des déterminants de l'investissement pour une croissance durable dans l'UEMOA : cas du Bénin » mémoire de licence FASEG-UAC page 72.
- **BANQUE MONDIALE (2005) Bénin**, « Une évaluation des climats des investissements » **BERNIER B. et SIMON Y. (1998)** « Initiation à la macroéconomie » 7^{ème} édition, Dunod, Paris.
- **DOUCOURE B. F. (2007)** Méthodes économétriques + programmes : cours-application corrigés-Logiciel EViews, Stata et SPSS, Université de Cocody.
- **EDJO A. et ALONMADON P. (2012)** « Impact de l'aide Publique au Développement sur la croissance économique au Bénin » mémoire de licence FASEG-UAC, Page 53
- **FRANÇOIS, P. (1990)**, « Dictionnaire Economique et Sociale », Hatier
- **KASSE M. (2010)**, Economie du développement, Référence africaine. Théories économiques et sous-développement. Tome I. Dakar-Sénégal
- **LECAILLON J. et LAFAY J. (1994)** Analyse macroéconomique, édition CUJAS, page 203
- **LEXIQUE de l'économie (2008)**, 10^{ème} édition DALLOZ
- **LOUPEDA A. G.S. (2009)**, Investissement privé et croissance économique au Bénin, mémoire de DEA, UAC.
- **LUCAS R. (1998)** « On the mechanisms of Economic Growth » Journal of Monetary Economics, Vol 22, n°1 p3-42
- **Ministère de l'Economie et des Finances, 2008** « les sources de la croissance Economique » BIPEN édition 2008
- **PERROUX F. (19^{ème} siècle)** L'économie du XX^{ème} siècle pp558-559 PUF
- **ROMER P.M. (1986)**, "Increasing Return and long term Growth" Journal of Political Economy, Vol 94, n°5
- **SACHS et WARNER (1996)**, "Sources of Slow growth in African economics, Journal of economic perspectives"
- **SAMAKE (2008)** « L'impact des investissements public et privé sur la croissance au Bénin »
- **SMITH A. (1776)**, Recherche sur la nature et les causes des richesses des nations.
- **SOKOME J. et SOKPON A. J. (2009)** « Contribution de l'investissement privé à la croissance économique au Bénin » mémoire de maîtrise FASEG-UAC page 113.

- **TENOU K. (1999)** « Les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l'UEMOA », Notes d'Information et Statistiques, Etudes et Recherches n°493, BCEAO
- **TOKANNOU H. M. et ZOSSOU F.M.F. (2010)** « Impact de l'investissement privé sur la croissance au Bénin » mémoire de maîtrise FASEG-UAC page 71.
- **VILLIEU P. (2000)** Macroéconomie « L'investissement », Editions la Découverte, collection « Repères », 128p, 2^{ème} édition révisée.

ANNEXES

Annexe 1 : Résultats d'estimation

❖ **Test de stationnarité à niveau**

LIP

Null Hypothesis: LIP has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.898864	0.1769
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIP)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:12
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIP(-1)	-0.490939	0.169356	-2.898864	0.0074
C	11.89264	4.087553	2.909476	0.0072
@TREND(1984)	0.019646	0.007071	2.778576	0.0098
R-squared	0.238933	Meandependent var		0.037438
Adjusted R-squared	0.182557	S.D. dependent var		0.077389
S.E. of regression	0.069969	Akaike info criterion		-2.386876
Sumsquaredresid	0.132185	Schwarz criterion		-2.246756
Log likelihood	38.80314	Hannan-Quinn criter.		-2.342051
F-statistic	4.238243	Durbin-Watson stat		1.908323
Prob(F-statistic)	0.025073			

LPIBr

Null Hypothesis: LPIBR has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.903307	1.0000
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBR)

Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:16
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBR(-1)	0.001768	0.000361	4.903307	0.0000
D(LPIBR(-1))	-0.254672	0.184611	-1.379503	0.1791
R-squared	0.065736	Meandependent var		0.038021
Adjusted R-squared	0.031134	S.D. dependent var		0.035909
S.E. of regression	0.035346	Akaike info criterion		-3.780819
Sumsquaredresid	0.033731	Schwarz criterion		-3.686523
Log likelihood	56.82187	Hannan-Quinn criter.		-3.751286
Durbin-Watson stat	2.060091			

LIG

Null Hypothesis: LIG has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.176812	0.4846
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIG)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:24
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIG(-1)	-0.276569	0.127052	-2.176812	0.0384
C	6.444517	2.942711	2.189993	0.0373
@TREND(1984)	0.017977	0.008076	2.225966	0.0346
R-squared	0.155510	Meandependent var		0.055898
Adjusted R-squared	0.092956	S.D. dependent var		0.109941
S.E. of regression	0.104706	Akaike info criterion		-1.580678
Sumsquaredresid	0.296011	Schwarz criterion		-1.440558
Log likelihood	26.71017	Hannan-Quinn criter.		-1.535853
F-statistic	2.485985	Durbin-Watson stat		1.880178
Prob(F-statistic)	0.102100			

LCE

Null Hypothesis: LIG has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.176812	0.4846
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIG)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:24
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIG(-1)	-0.276569	0.127052	-2.176812	0.0384
C	6.444517	2.942711	2.189993	0.0373
@TREND(1984)	0.017977	0.008076	2.225966	0.0346
R-squared	0.155510	Meandependent var		0.055898
Adjusted R-squared	0.092956	S.D. dependent var		0.109941
S.E. of regression	0.104706	Akaike info criterion		-1.580678
Sumsquaredresid	0.296011	Schwarz criterion		-1.440558
Log likelihood	26.71017	Hannan-Quinn criter.		-1.535853
F-statistic	2.485985	Durbin-Watson stat		1.880178
Prob(F-statistic)	0.102100			

LSDE

Null Hypothesis: LSDE has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.190472	0.9362
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LSDE)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:41

Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LSDE(-1)	0.002495	0.002096	1.190472	0.2435
R-squared	-0.003567	Meandependent var		0.045625
Adjusted R-squared	-0.003567	S.D. dependent var		0.202312
S.E. of regression	0.202672	Akaike info criterion		-0.321690
Sumsquaredresid	1.191203	Schwarz criterion		-0.274983
Log likelihood	5.825343	Hannan-Quinn criter.		-0.306748
Durbin-Watson stat	1.836928			

❖ **Test de stationnarité en différence première**

LIP

Null Hypothesis: D(LIP) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.504347	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIP,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:13
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIP(-1))	-1.209968	0.186024	-6.504347	0.0000
C	0.043270	0.016019	2.701126	0.0118
R-squared	0.610426	Meandependent var		-0.002503
Adjusted R-squared	0.595998	S.D. dependent var		0.121924
S.E. of regression	0.077497	Akaike info criterion		-2.210695
Sumsquaredresid	0.162154	Schwarz criterion		-2.116399
Log likelihood	34.05508	Hannan-Quinn criter.		-2.181163
F-statistic	42.30654	Durbin-Watson stat		2.080106
Prob(F-statistic)	0.000001			

LPIBr

Null Hypothesis: D(LPIBR) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.444430	0.0015
Test critical values:		
1% level	-2.653401	
5% level	-1.953858	
10% level	-1.609571	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBR,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:17
 Sample (adjusted): 1988 2014
 Included observations: 27 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIBR(-1))	-0.288648	0.199835	-1.444430	0.1615
D(LPIBR(-1),2)	-0.647700	0.213308	-3.036449	0.0057
D(LPIBR(-2),2)	-0.399495	0.202126	-1.976463	0.0597
R-squared	0.507195	Meandependent var		-6.65E-05
Adjusted R-squared	0.466128	S.D. dependant var		0.057501
S.E. of regression	0.042014	Akaike info criterion		-3.397204
Sumsquaredresid	0.042364	Schwarz criterion		-3.253222
Log likelihood	48.86225	Hannan-Quinn criter.		-3.354390
Durbin-Watson stat	2.135894			

LIG

Null Hypothesis: D(LIG) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.380923	0.0001
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIG,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:25
 Sample (adjusted): 1986 2014

CONTRIBUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE A LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIG(-1))	-1.109833	0.206253	-5.380923	0.0000
C	0.061510	0.024746	2.485654	0.0194
R-squared	0.517464	Meandependent var		-0.008933
Adjusted R-squared	0.499592	S.D. dependent var		0.159862
S.E. of regression	0.113086	Akaike info criterion		-1.454866
Sumsquaredresid	0.345288	Schwarz criterion		-1.360569
Log likelihood	23.09555	Hannan-Quinn criter.		-1.425333
F-statistic	28.95434	Durbin-Watson stat		1.895496
Prob(F-statistic)	0.000011			

LCE

Null Hypothesis: D(LCE) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.521389	0.0012
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LCE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:35
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LCE(-1))	-0.857612	0.189679	-4.521389	0.0001
C	0.068249	0.034868	2.957359	0.0607
R-squared	0.430896	Meandependent var		0.001752
Adjusted R-squared	0.409818	S.D. dependent var		0.221609
S.E. of regression	0.170248	Akaike info criterion		-0.636653
Sumsquaredresid	0.782575	Schwarz criterion		-0.542357
Log likelihood	11.23147	Hannan-Quinn criter.		-0.607121
F-statistic	20.44296	Durbin-Watson stat		1.959498
Prob(F-statistic)	0.000110			

LSDE

Null Hypothesis: D(LSDE) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.708096	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LSDE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/06/15 Time: 13:41
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LSDE(-1))	-0.878937	0.186686	-4.708096	0.0001
R-squared	0.441668	Meandependent var		-0.005013
Adjusted R-squared	0.441668	S.D. dependent var		0.279153
S.E. of regression	0.208588	Akaike info criterion		-0.263040
Sumsquaredresid	1.218248	Schwarz criterion		-0.215892
Log likelihood	4.814075	Hannan-Quinn criter.		-0.248273
Durbin-Watson stat	1.991140			

❖ Estimation du modèle de long terme

Dependent Variable: LPIBR
 Method: Least Squares
 Date: 08/20/15 Time: 19:14
 Sample: 1984 2014
 Included observations: 31

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIP	0.451166	0.116190	3.883012	0.0006
LIG	0.251604	0.056693	4.438007	0.0001
LCE	0.018339	0.029597	2.619635	0.0409
LSDE	0.038115	0.040040	2.951930	0.0399
C	9.152635	1.918194	0.771485	0.7501
R-squared	0.982848	Meandependent var		27.18607
Adjusted R-squared	0.980210	S.D. dependent var		0.345538
S.E. of regression	0.048610	Akaike info criterion		-3.063291
Sumsquaredresid	0.061436	Schwarz criterion		-2.832002
Log likelihood	52.48101	Hannan-Quinn criter.		-2.987897
F-statistic	372.4700	Durbin-Watson stat		1.472279
Prob(F-statistic)	0.000000			

❖ **Test de validation du modèle de long terme**

✓ **Test de corrélation des séries**

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.479929	Prob. F(2,24)	0.2477
Obs*R-squared	3.403415	Prob. Chi-Square(2)	0.1824

✓ **Test d'hétéroscédasticité**

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	1.791914	Prob. F(14,16)	0.1315
Obs*R-squared	18.92800	Prob. Chi-Square(14)	0.1677
Scaled explained SS	6.621595	Prob. Chi-Square(14)	0.9483

✓ **Test de Ramsey**

Ramsey RESET Test

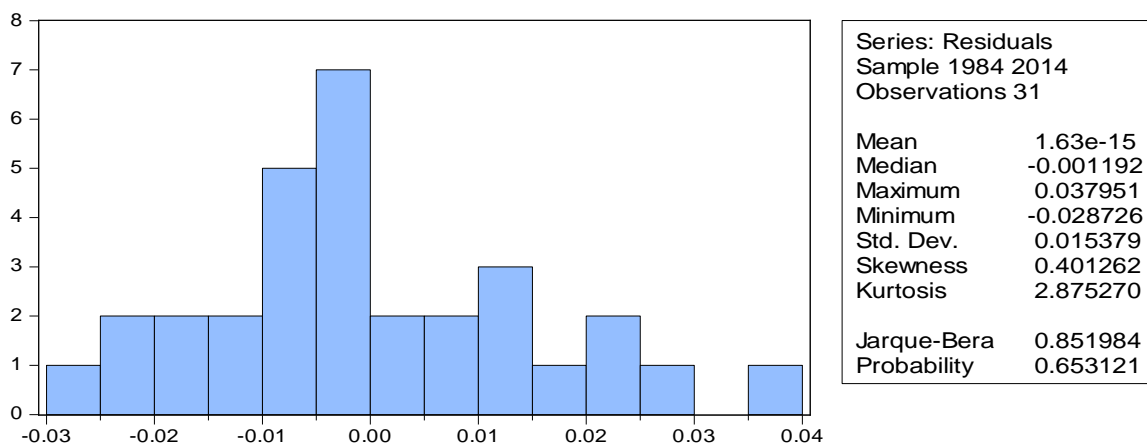
Equation: UNTITLED

Specification: LPIBR LIP LIG LCE LSDE C

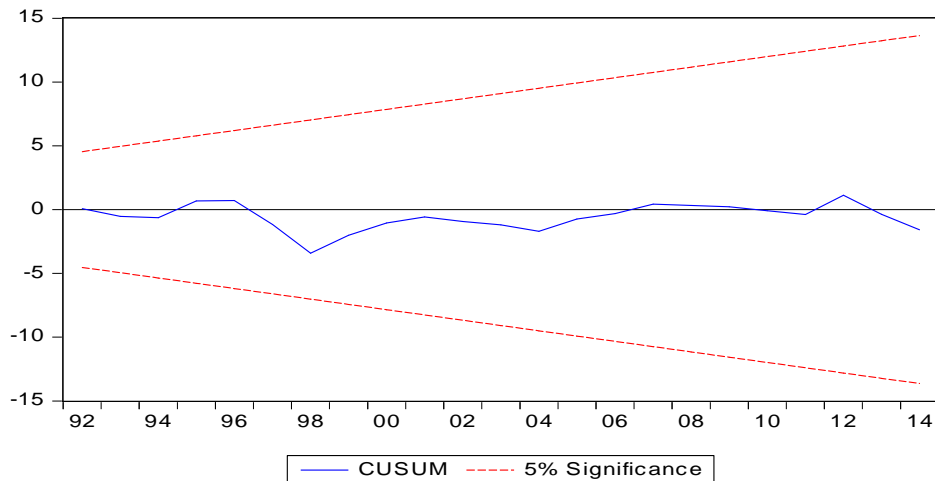
Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	1.298264	25	0.2060
F-statistic	1.685490	(1, 25)	0.2060
Likelihood ratio	2.022569	1	0.1550

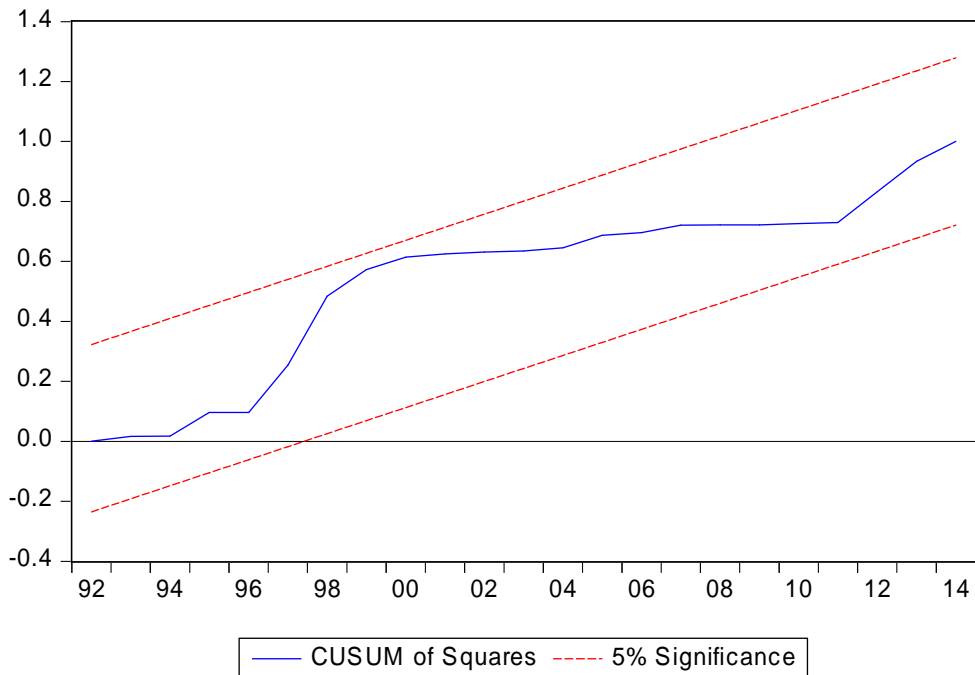
✓ **Test de normalité des erreurs**



✓ **Test de cusum**



✓ **Test de cusum carré**



❖ **Test de stationnarité du résidu en niveau**

Null Hypothesis: RESID01 has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.936917	0.0048
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(RESID01)
 Method: Least Squares
 Date: 08/20/15 Time: 19:27
 Sample (adjusted): 1986 2014
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RESID01(-1)	-0.681645	0.232095	-2.936917	0.0067
D(RESID01(-1))	-0.268001	0.176936	-1.514677	0.1415
R-squared	0.491625	Meandependent var		0.005257
Adjusted R-squared	0.472797	S.D. dependent var		0.056573
S.E. of regression	0.041077	Akaike info criterion		-3.480276
Sumsquaredresid	0.045557	Schwarz criterion		-3.385979
Log likelihood	52.46400	Hannan-Quinn criter.		-3.450743
Durbin-Watson stat	1.961304			

❖ Estimation du modèle de court terme

Dependent Variable: DLPIBR
 Method: Least Squares
 Date: 08/20/15 Time: 19:28
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLIP	0.095575	0.058769	2.626276	0.0170
DLIG	0.060196	0.039716	2.515634	0.0247
DLCE	0.056809	0.027567	2.060739	0.0403
DLSDE	0.022069	0.021750	2.014668	0.0204
RESID01(-1)	-0.689891	0.105727	-6.525229	0.0000
C	0.027012	0.006002	4.500894	0.0001
R-squared	0.947603	Meandependent var		25.038973
Adjusted R-squared	0.944187	S.D. dependent var		0.305668
S.E. of regression	0.023275	Akaike info criterion		-3.506050
Sumsquaredresid	0.013001	Schwarz criterion		-3.225810
Log likelihood	73.59075	Hannan-Quinn criter.		-3.416399
F-statistic	238.8010	Durbin-Watson stat		1.460251
Prob(F-statistic)	0.000000			

❖ Test de validation du modèle de court terme

✓ Test de corrélation des séries

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.531951	Prob. F(2,22)	0.2383
Obs*R-squared	3.667309	Prob. Chi-Square(2)	0.1598

✓ **Test d'hétéroscédasticité**

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.447868	Prob. F(20,9)	0.9354
Obs*R-squared	14.96438	Prob. Chi-Square(20)	0.7784
Scaled explained SS	20.07163	Prob. Chi-Square(20)	0.4535

✓ **Test de ramsey**

Ramsey RESET Test

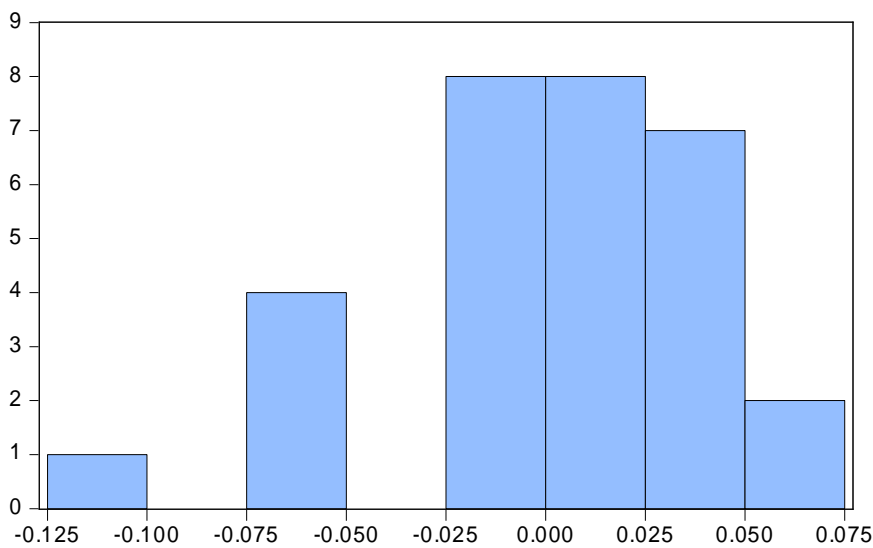
Equation: EQ04

Specification: DLPIBR DLIP DLIG DLCE DLSDE RESID01(-1) C

Omitted Variables: Squares of fitted values

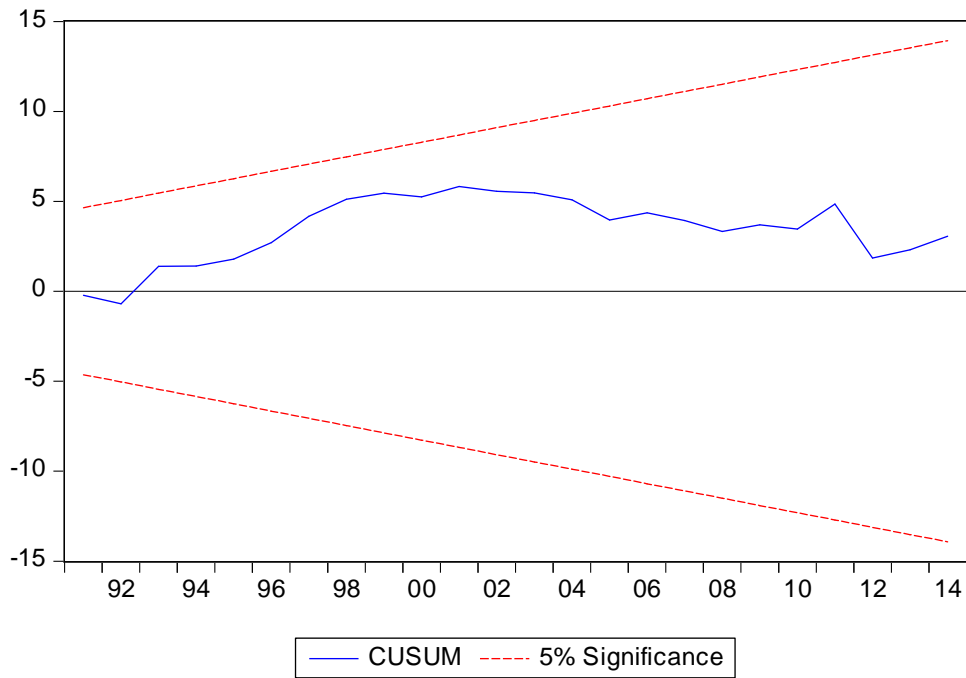
	Value	df	Probability
t-statistic	0.865320	23	0.3958
F-statistic	0.748779	(1, 23)	0.3958
Likelihood ratio	0.961107	1	0.3269

✓ **Test de normalité des erreurs**

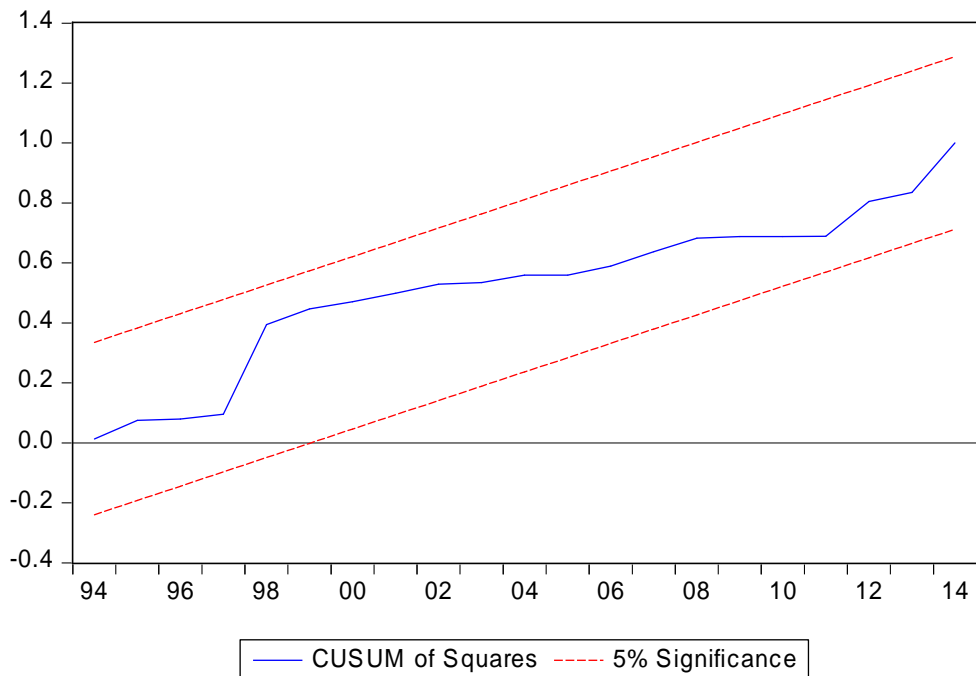


Series: Residuals	
Sample 1985 2014	
Observations 30	
Mean	-9.25e-19
Median	0.001867
Maximum	0.072332
Minimum	-0.110760
Std. Dev.	0.040540
Skewness	-0.687218
Kurtosis	3.539725
Jarque-Bera	2.725472
Probability	0.255960

✓ **Test de cusum**



❖ **Test de cusum carré**



Annexe 2: Données de l'étude

Année	PIBr	IP	IG	CE	SDE
1984	358 040 000 000	32210000000	14200000000	103,40	20184000
1985	382 690 000 000	35550000000	15620000000	102,07	22609000
1986	421 440 000 000	39710000000	17530000000	85,85	25066000
1987	433 560 000 000	35100000000	15640000000	69,39	32955000
1988	416 370 000 000	37850000000	17010000000	67,72	47332000
1989	454 230 000 000	41190000000	18180000000	76,02	49058000
1990	491 660 000 000	42660000000	18280000000	81,45	61808000
1991	502 330 000 000	42190000000	18160000000	102,40	40708000
1992	493 800 000 000	43180000000	19570000000	71,70	28212000
1993	513 270 000 000	41980000000	19810000000	100,13	25907000
1994	498 960 000 000	40160000000	19020000000	161,66	38121000
1995	517 580 000 000	46610000000	18400000000	194,03	30199000
1996	539 450 000 000	50980000000	18270000000	192,837	28047000
1997	555 400 000 000	52070000000	22930000000	222,23	32057000
1998	587 820 000 000	45730000000	27750000000	293,85	41134000
1999	599 700 000 000	53560000000	31260000000	312,05	49764000
2000	635 950 000 000	53970000000	27780000000	375,10	45680000
2001	663 450 000 000	65530000000	32160000000	415,82	55111000
2002	701 500 000 000	70690000000	26590000000	527,64	60940000
2003	729 280 000 000	74070000000	30480000000	624,48	70080000
2004	768 240 000 000	72590000000	40330000000	698,55	75446000
2005	805 580 000 000	76360000000	45020000000	757,82	49662000
2006	855 920 000 000	79730000000	50760000000	844,96	58463000
2007	893 760 000 000	87370000000	54860000000	924,44	60046000
2008	928 460 000 000	84170000000	60340000000	1022,58	63519000
2009	957 430 000 000	88130000000	62170000000	828,46	69035000
2010	984 860 000 000	93140000000	64670000000	866,26	82763000
2011	1 069 100 000 000	99350000000	67920000000	904,05	82763000
2012	1 021 820 000 000	1,08E+11	73560000000	941,85	82763000
2013	1 122 470 000 000	96480000000	89470000000	979,65	81905000
2014	1 152 680 000 000	99030000000	75957000000	1017,44	79331000

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT -----	i
DEDICACES I -----	ii
DEDICACES II -----	iii
REMERCIEMENTS -----	iv
SIGLES ET ABREVIATIONS -----	v
LISTE DES GRAPHIQUES -----	vii
SOMMAIRE -----	viii
RESUME -----	ix
ABSTRAT -----	ix
INTRODUCTION -----	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE STAGE. -----	2
SECTION 1 : PRESENTATION DE LA STRUCTURE DE STAGE -----	3
PARAGRAPHE 1 : HISTORIQUE OBJECTIFS ET STRUCTURE ORGANISATIONNELLE -----	3
A. Historique et Objectifs -----	3
B. Structure organisationnelle de la DGAE et présentation de la CNPE -----	4
1. Structure organisationnelle de la DGAE -----	4
2. Présentation du Comité National de Politique Economique (CNPE) -----	4
PARAGRAPHE 2 : ACTIVITES EXECUTEES ET RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT -----	5
A. Activités Exécutées -----	5
B. Le financement du fonctionnement du CNPE/CN -----	7
SECTION 2 : DEROULEMENT DU STAGE -----	7
PARAGRAPHE 1 : TRAVAUX EFFECTUES -----	7
PARAGRAPHE 2 : DIFFICULTES RENCONTRES ET SUGGESTIONS -----	7
A. Les Contraintes liées au Fonctionnement du CNPE -----	7
1. La faible impulsion politique au niveau de l'Etat du processus de surveillance multilatérale -----	7
2. La faible participation des membres statuaires aux travaux du CNPE -----	8
3. La diversité de composition des groupes techniques -----	8
4. La formation des membres du CNPE -----	9

5. La faible implication des membres statutaires du CNPE dans la surveillance mutuelle	9
B. Les difficultés liées à la collecte des informations	9
CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE ---	10
SECTION 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE	11
PARAGRAPHE 1 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES DE RECHERCHE	11
A. Problématique	11
B. Objectifs et Hypothèses de recherche	14
1) Objectifs	14
2) Hypothèses	14
PARAGRAPHE 2 : LA REVUE DE LITTERATURE	14
A. Clarification conceptuelle	15
1. Investissement privé	15
B. Relation entre Investissement et croissance économique	18
C. Approche théorique et quelques résultats empiriques que propose la littérature sur les déterminants de l'investissement privé	20
SECTION 2 : CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	23
PARAGRAPHE 1 : METHODES D'ANALYSE	23
A. Modèle conceptuel	23
B. Procédure d'estimation	25
PARAGRAPHE 2 : NATURE ET SOURCES DES DONNEES	28
SECTION 1 : PRESENTATION DES RESULTATS	29
PARAGRAPHE 1 : RESULTATS DE L'ANALYSE DESCRIPTIVE	29
PARAGRAPHE 2 : RESULTATS DE L'ANALYSE ECONOMETRIQUE	31
A. Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries	31
B. Présentation des résultats du test de cointégration des variables	32
C. Estimation du modèle de long terme et du modèle à correction d'erreur et résultats des tests réalisés	33
SECTION 2 : ANALYSE ECONOMIQUE DES RESULTATS ET VERIFICATION DES HYPOTHESES	36
PARAGRAPHE 1 : ANALYSE ECONOMIQUE DES RESULTATS	36
A. Analyse et interprétation des résultats	36
B. Interprétation du coefficient à correction d'erreur	37

PARAGRAPHE 2 : VALIDATION DES HYPOTHESES -----	37
CONCLUSION -----	39
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES -----	40
ANNEXES -----	a
TABLE DES MATIERES -----	o